Correspondances Paysannes

AUTOMNE 2026 BULLETIN N°5



ÉDITO — 4

X

QUAND LA SOLIDARITÉ DÉPEND D'UN RÉSEAU — 7
Les oubliés de la tempête

SALARIÉ.ES AGRICOLES — 8
Nous aussi, on a eu chaud

RÉCIT D'ACTION

RÉCIT DE LA MANIFESTATION — 10
« Stop Pesticides » du 3 octobre

AU VERDON-SUR-MER — 14
Une marée humaine contre l'usine à saumons

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES — 15
Retour sur une stratégie (gagnante)

DOSSIER SPÉCIAL CONTRE L'EXTRÊME DROITE

X

LE MOMENT DORGÈRES — 17
Une protestation agraire-fasciste dans la france des année 1930

LA COORDINATION RURALE — 19
Le retour en force du Corporatisme Rural des années 30 ?

INCENDIES, AUTOGESTION ET SOLIDARITÉ — 21
Comment l'extrême droite gagne sur notre propre terrain

BPREA SOUS EMPRISE — 23
Quand l'extrême droite consulaire infiltre la formation des futur·es paysan·nes

LUTTE CONTRE LES NORMES... — 25
Ne pas céder à une attaque des filières industrielles

TÉMOIGNAGE

Photo de couverture : samedi 10 octobre lors de la manifestation contre le CRA entre Nantes et la zad de Notre-Dame -des-Landes.

LES CUMULARDS DE LA PLAINE DE CRAU — 28
Pour bouffer les paysans, rien de mieux que l'exploitation.

SANS CES OUVRIERS ÉTRANGERS — 30
pas de melons, de tomates et de salades à bas prix sur nos étals

INTERNATIONALISME

ASSOCIATION A4 — 32
La relève paysanne n'a pas de frontières

« ON NE PEUT PAS ATTENDRE QUE L'ÉTAT FRANÇAIS NOUS RÉGULARISE — 35
Rencontre avec le collectif d'agriculteurs migrants de Rennes

« UN DÉFERLEMENT DE VIOLENCE » CONTRE LA TERRE ET CEUX QUI LA TRAVAILLENT — 37
La fascisation des campagnes italiennes depuis l'arrivée au pouvoir de Meloni

ANALYSE

PAYSANS CONTRE LE FASCISME — 39
La bataille des campagnes

RÉSISTANCES AGRICOLES FACE À L'EXTRÊME DROITE — 41
Dans le Royans, construire un front antifasciste

2000 PERSONNES, DE LA COLÈRE ET DES SEMIS RÉSISTANTS — 43
contre le CRA entre Nantes et la zad - Récit du 10 octobre

CORRESPONDANCES PAYSANNES,

à travers un bulletin d'information indépendant des syndicats comme des partis politiques, proposent de bâtir un réseau pour donner de l'écho à la parole de paysans et de paysannes par des récits d'actions, des analyses et des témoignages, afin de contrer l'offensive culturelle de l'extrême droite et renouer avec la tradition contestataire des radicalités et des autonomies paysannes.

Correspondances Paysannes est animé par des paysans et des paysannes, des jeunes qui projettent de s'installer et des personnes intimement reliées au monde agricole par leurs attaches personnelles et/ou professionnelles. Toutes ont pour point commun d'être fortement investies dans les luttes paysannes sur le terrain.

Correspondances Paysannes est une initiative issue de la coordination agricole des Soulèvements de la terre. Cette coordination agrège la composante paysanne du mouvement autour d'actions directes contre l'accaparement en défense de la terre.

Vous pouvez nous envoyer vos propositions de contributions et vos réactions à correspondances-paysannes@systemli.org.Vos témoignages sont précieux pour enrichir la dynamique et alimenter le bulletin. Nous pouvons vous accompagner dans l'écriture si besoin. Vous pouvez également nous écrire pour contribuer à sa diffusion dans les réseaux paysans et au-delà.

ÉDITO

Faire vivre l'antifascisme dans le monde paysan

La vie politique française s'accélère. Le bloc bourgeois s'étiole pour laisser place à un affrontement toujours plus clair entre les forces de la fascisation et celles de l'émancipation sociale. Ces dernières semaines, les milices armées du gouvernement s'opposent à la convergence des luttes partant des lycées et des facs qui agrègent désormais les Gilets jaunes, ainsi que des militants pour le climat et la Palestine — contre une société génocidaire et écocidaire, dont le seul mode opératoire est l'exploitation. Cette montée des tensions trouvera probablement son point culminant au printemps prochain, avec une élection présidentielle qui s'annonce comme un rendez-vous incontournable et potentiellement décisif.

Le moment semble éloigné du monde agricole. Pourtant, on fait le pari qu'il reste crucial de remettre au coeur des luttes les travailleuses et les travailleurs de la terre dans un numéro spécial sur l'extrême droite et la lutte antifasciste dans le monde agricole.

Les travailleuses et travailleurs de la terre gèrent actuellement plus de 50 % du territoire hexagonal. La population rurale représente, elle, plus de 33 % de l'électorat qui s'exprimera en mai prochain. Un poids qu'aucun projet politique ne peut ignorer.

Le monde agricole est courtisé par la droite et l'extrême droite. Et ce n'est pas nouveau. Correspondances Paysannes publie un article sur les chemises vertes, mouvement fasciste agraire des années 1930 (Art. 6), et sur la continuité entre le corporatisme paysan sous Vichy et la Coordination Rurale, le principal syndicat contestataire fascisant actuel (Art. 7).

Partant de ce constat, il nous faut mener la lutte antifasciste dans les campagnes et dans le monde paysan. Pour cela, nous devons comprendre la manière dont le processus de fascisation s'y exprime et comment les résistances y font face. Car, lorsque nous parlons d'antifascisme en milieu agricole, deux constats s'imposent. Le premier est celui de notre faiblesse : oui, le monde paysan est historiquement plus ancré à droite et la gauche de rupture accuse un retard considérable dans son implantation (Art. 8, 9, 10).

Mais cela nous invite, dans un second temps, à comprendre que cette faiblesse vient en grande partie d'une méconnaissance de la réalité du terrain. Les formes que prend la fascisation du monde rural, et plus particulièrement du monde agricole, diffèrent de celles que l'on peut observer dans les métropoles. Elles nous imposent donc de mieux les analyser et de les comprendre dans leur singularité afin de construire une lutte plus efficace.

Ce processus s'exprime à plusieurs niveaux. Ainsi, le principal visage que peut prendre le fascisme dans le monde paysan est celui du corporatisme. C'est l'un des principaux objectifs du syndicat majoritaire, la FNSEA, que de tenter de masquer les inégalités intraprofessionnelles en mythifiant une prétendue unité du monde agricole. Le processus est bien connu : pour tenter de conserver leur position de domination, les membres de la grande bourgeoisie agricole cherchent à faire croire que petits et grands font tous partie d'une même classe, celle des « paysans », dont les intérêts s'opposeraient non pas à la finance, à la grande distribution ou aux cumulards, mais à la régulation européenne et aux bobos écolos des centres-villes. Être antifasciste dans le monde paysan revient donc, en premier lieu, à rendre visibles les rapports réels d'exploitation qui traversent une profession dans laquelle, aujourd'hui, les 10 % d'exploitants les plus aisés ont un niveau de vie cinq fois plus élevé que celui des 10 % les plus modestes.

Pour ce faire, il nous a semblé crucial d'apporter une visibilité maximale à la condition des ouvriers agricoles immigrés et aux luttes de résistance qu'ils mènent malgré la terrible répression qui s'abat sur eux (Art. 11,12, 13, 14, 15).

Il nous faut aussi reconnaître ce que nous n'avons pas su faire. La gauche n'a pas toujours répondu aux attentes du monde rural, faute de présence autant que d'analyse. Les petits exploitants ont trop souvent été regardés avec mépris et considérés comme les vestiges d'une paysannerie arriérée et forcément réactionnaire.

Ainsi ne soyons pas aveugles : c'est devant cet abandon que l'extrême droite et ses syndicats, en premier lieu la Coordination Rurale, ont su donner un relais politique à des agriculteurs légitimement écœurés par le système en place et par les représentants du syndicat majoritaire. C'est tout le rôle historique de l'extrême droite : détourner la colère et la misère des victimes du capitalisme vers des boucs émissaires: ici les petits bourgeois progressistes, et les populations les plus précaires. La poussée de la Coordination Rurale est en partie l'expression de ce phénomène. Ce syndicat a traduit cette colère dans un discours et des pratiques majoritairement réactionnaires, violents et dangereux. La conséquence est catastrophique politiquement: là où l'offensive politique contestataire aurait pu être tournée vers les responsables, avant tout contre la FNSEA ou la grande distribution, les ennemis désignés sont avant tout les écologistes et les gauchistes, ainsi que l'ensemble des défenseurs des droits environnementaux et du droit du travail.

Ainsi, comme lors de tous les basculements historiques vers le fascisme, une classe de travailleurs se retrouve face à un dilemme. Confrontée à son déclassement et à une précarité avancée, une partie des agriculteurs est invitée par les dirigeants fascisants à adhérer au récit corporatiste et à défendre le peu qui lui reste en profitant toujours plus violemment des populations du Sud, que ce soit dans ses propres champs en exploitant des ouvriers étrangers, ou en inondant les marchés du Sud de produits agro-industriels, détruisant ce faisant la subsistance paysanne.

Elle est également poussée à s'attaquer au droit de l'environnement pour s'accaparer ce qu'il reste de biodiversité dans les sols et les haies. Ces travailleurs tentent de sauver leurs maigres revenus en détruisant définitivement la base biologique sur laquelle repose leur propre activité, tout en construisant une ruralité repliée sur elle-même, raciste et réactionnaire.

C'est la preuve que les combats intersectionnels ne sont pas seulement une injonction morale superflue et qu'il faudra, là aussi, les mener sans relâche. Car c'est bien du projet de société que nous voulons construire ensemble qu'il est question.

Face à ce processus déjà bien avancé, nous devons donc défendre l'implantation et la présence accrue d'une gauche rurale combative, capable de se joindre à la colère, de la comprendre et de renforcer les combats contre l'exploitation des derniers survivants du modèle conventionnel. Nous proposons dans ce numéro plusieurs articles pour documenter les résistances antifascistes à multiplier dans nos campagnes (Art. 16, 17, 18). Il nous faut ne rien lâcher sur la lutte des classes, tout en proposant le projet d'une ruralité ouverte, à la hauteur de la crise écologique que nous vivons, solidaire des populations précarisées des métropoles et consciente de son rôle historique dans la préservation du vivant et dans la construction d'une agriculture capable de traverser les temps catastrophiques dans lesquels nous venons d'entrer.

Le combat pour une ruralité antifasciste sera de longue haleine. Nous partons de loin, mais il n'y a pas d'autre chemin, tant il nous apparaît clairement que rien, absolument rien, ne se fera sans les travailleuses et les travailleurs de la terre.

QUAND LA SOLIDARITÉ DÉPEND D'UN RÉSEAU

Les oubliés de la tempête

Il aura suffi de quelques minutes. Quelques minutes de grêle et de vent violent pour anéantir des mois, des années même, de travail acharné. Le 16 juillet dernier, un orage d'une rare intensité s'est abattu sur le territoire, laissant derrière lui un paysage de désolation pour de nombreux professionnels agricoles de la région. Parmi eux, un couple de maraîchers a vu six de leurs tunnels de culture réduits à néant.

Ce ne sont pas de simples structures de plastique et de métal qui ont volé en éclats. Ce sont des choix de vie, des engagements quotidiens, une manière d'habiter le monde et de nourrir les autres qui se sont effondrés en quelques instants. Derrière chaque tunnel détruit, il y a des graines semées à la main, des nuits d'inquiétude face aux caprices du ciel, des heures passées à choyer des cultures qui, du jour au lendemain, ont gisé sous les débris.

Face à ce sinistre, aucune indemnisation ne viendra réparer les pertes. Non pas par négligence, mais parce que le coût des assurances agricoles contre les aléas climatiques est devenu, année après année, exorbitant, au point de rendre cette protection élémentaire inaccessible à de nombreux paysans. À ce jour, aucune déclaration de la préfecture ne laisse imaginer une quelconque reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour les exploitations touchées, et le recensement de l'ensemble des fermes sinistrées est toujours en cours. Une réalité qui rappelle, une fois encore, la précarité structurelle dans laquelle évolue le monde paysan face aux dérèglements climatiques.

C'est dans ce contexte qu'une cagnotte de soutien a été lancée pour ce couple de maraichers, portée par le collectif d'un magasin de producteurs, dont il est adhérent depuis dix ans. La réponse a dépassé toutes les attentes : en dix jours seulement, l'objectif de 50 000 € a été atteint. Adhérents, salariés, clients des magasins, mais aussi de nombreux habitants de la région se sont mobilisés, relayant l'information, partageant la cagnotte, donnant sans compter. Cet élan démontre, s'il en était besoin, que la solidarité paysanne, la solidarité entre producteurs et consommateurs, n'est pas un vain mot, mais une réalité tangible, capable de mobiliser massivement et rapidement les troupes quand l'urgence l'exige.

Mais cette réussite appelle aussi à la lucidité. D'autres paysans, touchés par les mêmes intempéries, n'ont pas eu cette chance. Restés dans l'ombre, faute de réseau ou de relais suffisant, ils ne toucheront ni aide ni indemnisation, alors même que leurs pertes sont tout aussi réelles, tout aussi lourdes de conséquences pour l'avenir de leur exploitation.

C'est pourquoi le couple de sinistrés a tenu à attirer l'attention sur deux autres exploitations du secteur, elles aussi durement touchées par la tempête. Leur appel est clair : que l'élan de solidarité qui a permis de les aider ne s'arrête pas à leur seule situation, mais se poursuive vers celles et ceux qui, comme eux, tentent de se relever sans disposer des mêmes soutiens.

Cette situation, loin d'être isolée, interroge plus largement sur la manière dont notre société accompagne, ou plutôt n'accompagne pas, les paysannes et paysans face aux aléas climatiques qui se multiplient chaque année. Les cagnottes en ligne, aussi précieuses soient-elles, ne peuvent constituer une réponse pérenne ni équitable : elles dépendent de la visibilité et du réseau, laissant de côté celles et ceux qui n'ont pas les mêmes moyens de se faire entendre.

C'est pourquoi une idée commence à faire son chemin parmi les producteurs du département : celle de la création d'un fonds de solidarité mutualisé entre maraîchers, alimenté collectivement, qui permettrait de venir en aide, chaque année, à celles et ceux d'entre eux frappés par la grêle, la tempête, la sécheresse ou toute autre catastrophe climatique. Une caisse commune, pensée et gérée par les paysans eux-mêmes, qui ne reposerait plus sur la seule bonne volonté ponctuelle du public ni sur la loterie de la visibilité médiatique, mais sur une solidarité organisée, pérenne et équitable entre pairs.

Car c'est bien là tout l'enjeu : transformer un élan de générosité spontanée, aussi beau soit-il, en une réponse structurelle et durable face à des crises climatiques qui, chaque année désormais, touchent l'un des nôtres.

SALARIÉ·ES AGRICOLES

Nous aussi, on a eu chaud

On l'a compris : les épisodes caniculaires ont eu des effets catastrophiques sur les rendements agricoles de la saison 2026, impactant toujours plus la viabilité des fermes dans un contexte de dérèglement climatique. Des médias ont relayé la parole des agriculteur·rices à ce sujet. Nous, ouvrier·es agricoles, représentons plus de la moitié des actif·ves agricoles en France. Pourtant, les répercussions des canicules successives sur notre travail ont une fois de plus été invisibilisées. Nous souhaitons attirer l'attention, par cette tribune, sur les difficultés rencontrées par des ouvrier·es agricoles de la Drôme ainsi que sur l'urgence de mettre en place des mesures d'adaptation du travail au changement climatique.

Nos métiers, que l'on travaille avec le végétal ou les animaux, impliquent d'être aux premières loges lors des canicules. Nous travaillons dehors, ou dans des bâtiments dans lesquels la température est élevée – hangars et serres. Une grande partie d'entre nous n'a pas accès à un espace de repos frais, parfois même pas à un coin d'ombre.

L'accès à l'eau potable et fraîche sur nos lieux de travail n'est pas acquis sur toutes les fermes non plus, quand bien même c'est une obligation légale pour les employeur·euses. Les risques d'insolation ou de coup de chaleur sont quotidiens : chaque été, nous les subissons et nous voyons nos collègues les subir. Chaque été, des ouvrier·es agricoles meurent au travail, ou des conséquences de leurs conditions de travail.

Quand on travaille dehors, la seule option pour être plus au frais est de commencer plus tôt, ou de finir plus tard, et parfois les deux. Alors quand il y a aménagement du cadre pour « travailler à la fraîche », nous pouvons nous voir imposer des horaires qui ne respectent plus la loi : finies les



11h de repos consécutives, mais c'est pour notre bien... Et puis, qu'est ce qui est pire : cette situation, ou bien la diminution d'un salaire plafonnant déjà au SMIC ? Parce que réduire nos horaires de travail quand la chaleur est insupportable, c'est renoncer à une partie de notre salaire, sans aucune compensation. Alors nous continuons.
Lors des épisodes caniculaires, nous avons, comme tout le monde, des difficultés à récupérer entre deux journées de boulot quand la température ne descend même plus la nuit. Ce cumul de fatigue n'est certainement pas soulagé par des pauses plus régulières pendant la journée de travail. Dans notre milieu, 20 minutes toutes les six heures, c'est déjà un luxe. Alors, au bout de cette fatigue, il y a fatalement le risque accru d'accident du travail et l'impact sur notre santé mentale. Nous voyons le vivant avec lequel nous travaillons souffrir, nous galérons et, en plus, nous nous inquiétons.

Nous nous inquiétons parce que ces baisses de rendement évoquées partout ne sont pas que des chiffres. C'est aussi, pour nous, le risque concret de perdre notre boulot d'un jour à l'autre. La variable d'ajustement en cas de baisse du chiffre d'affaire, c'est nous. Les contrats saisonniers qui nous sont imposés permettent de nous « remercier » du jour au lendemain, sans préavis, sans prime de précarité.

Les aides compensatrices de la canicule iront à nos patron·nes, nous n'en verrons jamais la couleur. Et avec nos contrats successifs courts, nous ne cumulerons jamais assez d'heures consécutives pour bénéficier d'une reconnaissance de la pénibilité de notre travail.

Comment envisager que notre situation s'améliore alors que ça n'est un sujet nulle part ? Dans la presse, peu nombreux sont les articles qui s'y intéressent. Quand nos patron·nes sont interrogé-es sur les conséquences de la chaleur sur leur exploitation, aucun·e, même les plus progressistes d'entre eux et elles, n'évoque la précarité spécifique dans laquelle nous sommes placé·es. Si la « réduction de la masse salariale » est évoquée, c'est une anecdote parmi les mille et unes autres difficultés rencontrées, pas un vrai sujet.

Personne ne semble s'inquiéter de l'ouvrier·ère venant de perdre son boulot.
Nous ne comptons pas, nous sommes jetables. Pourquoi, dans n'importe quel fil d'actualité sur les vendanges 2026, voit-on passer des dizaines d'articles sur les baisses de rendement ou la teneur en sucre du raisin avant de trouver un mot, enfin, sur le décès de deux ouvrier·ères agricoles vendangeur-euses ? Parce que nos mort-es comptent moins que la teneur en alcool du vin ?

Cette invisibilisation de nos situations est violente, et cela ne date pas de la canicule. Qui a conscience que la majorité du travail agricole est fourni par des salarié·es ? Le «mythe paysan» perdure, et ce sont systématiquement nos patron-nes qui sont interrogé·es s'il faut parler d'agriculture, depuis les plateaux de télévision jusque dans les tables rondes. Or, cette indifférence totale à notre égard a des conséquences directes sur la perpétuation de nos conditions de travail.
Pour les ouvrier·es agricoles étranger·es, particulièrement précarisé·es, cette invisibilisation est encore plus dramatique. Il y a quelques mois, un procès a tranché : traite d'êtres humains dans les vignes de Champagne. Pourquoi n'a-t-on alors pas vu la persistance de l'esclavage en France devenir un sujet majeur dans le débat public ?

Des solutions, si seulement elles étaient recherchées, il y en a un paquet ! Ailleurs, le droit du travail a évolué avec le climat. Ici, si la MSA indique que l'employeur·se doit « assurer un accès à l'eau en quantité suffisante » et « fournir des équipements adaptés », rien n'est mis en place pour faire en sorte que ces préconisations soient prises en compte. Des mesures concrètes doivent être prises d'urgence : imposer la présence d'abris frais, instaurer des congés ou un chômage climatique pour compenser les pertes de salaire, reconnaître la pénibilité du travail par la revalorisation des heures travaillées au-dessus d'une certaine température, en en limitant le nombre légal, cumuler des points pénibilité pour la retraite, etc. Ces adaptations du travail doivent être financées, et ne pas reposer seulement sur les épaules de fermes au bord de la faillite.

Ces mesures-pansements seraient un premier pas, mais soyons réalistes : il faut un changement systémique de nos situations. La question de la précarité de notre métier n'est qu'exacerbée par la canicule, et il faut la traiter dans son ensemble. On ne peut pas compter uniquement sur les efforts de nos patron·nes. La sécurisation de nos métiers, qui sont essentiels à l'autonomie alimentaire territoriale, ne peut pas être un sujet privé. La manière dont les terres sont exploitées doit être réfléchie et financée collectivement par toutes et tous.

Nous voulons mieux qu'un statut de salariat au rabais, et nous pensons que toutes les personnes qui contribuent à produire notre alimentation devraient bénéficier d'un statut social égal, du partage des moyens de production et d'une sécurité face aux aléas et à la saisonnalité de la production agricole.

Alors pour commencer, à quand le statut d'intermittence pour tous·tes les ouvrier·ères agricole?

RÉCIT DE LA MANIFESTATION

« Stop Pesticides » du 3 octobre



Ce samedi 3 octobre 2026 à Gaillon, dans l'Eure, près de 15000 personnes et plus d'une vingtaine de tracteurs se sont élancés en direction de l'usine de production de pesticides Syngenta de Saint-Pierre-la-Garenne et du site voisin de Nufarm, à l'appel de Cancer Colère, de la Confédération paysanne, du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest (CSVPO) et des Soulèvements de la terre, avec l'appui de plus de cinquante organisations syndicales, paysannes et écologistes.

Malgré l'autorisation de manifester finalement délivrée par la préfecture et le refus par les organisateurs de se laisser imposer un parcours loin du site, les manifestant·es ont du faire face à de nombreux contrôles à la gare et sur les routes. Mais petit à petit le grand rond-point à la sortie de Gaillon est submergé par la foule et se transforme en agora foisonnante de messages. Au milieu, un tracteur a installé son plateau agricole équipé de grosses enceintes. Des paysan-nes et malades des pesticides, les un·es contre les autres, vont successivement y prendre la parole. Ce qui frappe alors comme rarement pendant plus d'1h est l'écoute silencieuse de milliers de personnes, ponctuée régulièrement par de grand cris de colère et des encouragements collectifs.

Après un premier message de soutien aux lycéen-nes du pays en révolte et un appel venir les rejoindre en tracteur sur les blocages, Fanny Métrat, porte-parole de la Confédération paysanne et éleveuse ardéchoise, attaque furieusement le modèle agro-industriel : « ça bousille les sols, ça bousille la vie, ça bousille l'eau, mais aussi nos savoir-faire et notre autonomie. Si on veut continuer à produire, à se nourrir, tout simplement à vivre demain, il va falloir que la convergence soit immense ». Denis, du Collectif de Soutien aux Victimes de Pesticides de l'Ouest, qui accompagne des agriculteurs dans la reconnaissance leur maladies professionnelles, fait partie de ceux qui appellent à déserter l'agro-chimie : « Je me sens coupable en venant vous parler car je suis arboriculteur et j'ai répandu des pesticides mais je me dis qu'il faut dénoncer cela et que ce serait pire de rester silencieux. »

Laure, fleuriste et mère d'une petite fille morte d'une leucémie, accuse :
« Je m'adresse à toi Syngenta, tu as détruit nos vies et nos familles, tu fais des victimes et des malades en pagaille. Tu nous as volé notre petite Emmy, 11 ans et déjà au paradis. Tellement d'enfants au pays blanc, et aucun engagement de notre Président pour éviter ces empoisonnements. Bien au contraire, le mot d'ordre étant ne soyons pas trop contraignant. Tenter de nous faire taire, ça tu sais faire. Mais tu n'as pas compris, maintenant on est uni, et demain c'est toi qui sera en sursis et certainement plus nos familles. Pas à pas on survivra

comme on le fait déjà, mais toi SYNGENTA, tu sombreras. » Théo, 19 ans, victime de graves malformations liées aux pesticides depuis sa naissance, prend la parole avec la voix rauque de celles et ceux qui ont subi une trachéotomie. La foule se tait, concentrée sur chaque mot prononcé avec une force que personne n'oubliera : « Les institutions ne nous écoutent pas. Ils ont brisé ma voix, ils ne pourront pas briser toutes nos voix ». Les larmes coulent sur de nombreux visages. À cette émotion s'ajoute la rage et la joie d'être ensemble à quelques kilomètres de l'usine coupable, fermée grâce à la mobilisation.

Fleur, de Cancer Colère, renchérit : « On a épuisé tous les recours. On nous demande d'accepter la maladie sans broncher et on ne parle jamais des causes environnementales. Mais nos colères, elles sont saines, elles sont légitimes. Nos corps sont malades. On n'a plus le choix. Nous sommes là parce que nous avons une sérieuse envie de vivre ». Elle met en avant le fait que pour beaucoup de personnes présentes sur le rond-point, c'est la première manif. Sa camarade Caroline nomme celles et ceux qui n'ont pas pu venir parce que leur maladie est trop forte ou parce qu'ils et elles sont décédées avant le 3 octobre. À coté d'elle, Matilin explose : « Et on veux nous faire croire, à nous malades, que ce sont les paysan·nes qui seraient responsables de notre maladie. Il faut arrêter de se foutre de notre gueule. Il faut briser la supposée opposition entre une société civile victimes et des agriculteurs et agricultrices coupables. Tout ça, c'est un narratif porté par une bourgeoisie agricole, qui a beaucoup moins à voir avec nous qu'avec le complexe agro-industriel et avec un gouvernement coupable. Aujourd'hui, on les bloque mais on devra revenir les désarmer, il faut les mettre hors d'état de nuire. »

Loan, des Soulèvements de la terre, dénonce le colonialisme chimique aux Antilles, en Amérique du sud, en Inde ou en Afrique. Elle parle de l'utilisation des pesticides comme arme impérialiste et coloniale au Vietnam par le passé ou, à l'heure actuelle, en Palestine et au Liban. Elle liste l'ensemble des actions qui ont lieu en parallèle contre Syngenta dans une dizaine de pays, parmi lesquels l'Argentine, le Kenya, la Suisse, le Pakistan, Hawai, l'Indonésie, ainsi que les communiqués de soutien des camarades d'Agrimouv du Liban et du Mouvement des sans-terre au Brésil. Et Nahia conclut en rappelant que nous n'obtiendrons rien de ces industries criminelles sans une suite d'actions directes.

C'est la première fois en France que des paysannes et victimes des pesticides s'unissent en aussi grand nombre pour converger vers un site majeur de l'industrie des pesticides en vue d'en bloquer la production. Et c'est ce blocage que l'annonce de la mobilisation et la peur qu'elle suscite chez nos adversaires à déjà réussi à accomplir, même si ce n'est que trop temporaire. Nous savons en effet que depuis plusieurs jours, le site Syngenta — qui fabrique d'habitude ses poisons 7 jours sur 7 et 24h sur 24 — est fermé. Des sources internes nous ont confirmé que la production est arrêtée et que cela fait des semaines que la tension monte pour la direction. Des cuves et des stocks de l'usine ont été vidés, ses escaliers extérieurs démontés et les salariés ont été mis en congés payés. Nous savons que son activité ne reprendra pas avant le milieu de semaine prochaine.

La manifestation qui s'élance en direction de Syngenta est foisonnante. En tête du cortège, une grande banderole, « Syngenta répand la mort et récolte la colère », puis des tracteurs bardés de messages multicolores : « autodéfense paysanne », « la paysannerie contre l'agrochimie » ou encore « l'agriculture on veux en vivre pas en mourir ». Ils sont suivis par des centaines de personnes malades et des soignant·es dans un cortège animé par Cancer Colère. Elles et eux brandissent des étendards avec leurs noms ou ceux de leur proches touchés par des cancers, pour dénoncer les causes systémiques et la responsabilité des industriels du secteur.

Un cortège décolonial incarne la dimension internationaliste de la mobilisation et la lutte pour la libération de la Palestine. Adama Agriculture Solutions, une filiale de Syngenta Group, travaille en effet avec des entreprises d'armement proches de l'armée israélienne et participe au génocide en cours via la fourniture de pesticides utilisés dans le conflit en Palestine et au Liban.

Des délégations internationales de paysan-



Vue du cimetière en hommage aux victimes des pesticides.

nes de la Via campesina sont présentes. Des habitant·es de Normandie, mais aussi de nombreuses autre régions du pays, et dont les points de captages d'eau, les terres et la santé sont intoxiqués par Syngenta, gonflent la manifestation. 6 fanfares de lutte, Planète boom boom, des camarades de la scène free party normande ou de la Zad de Notre dame des landes ont uni leurs talents et leurs système sons pour animer le cortège.

De l'autre coté de la Seine, gardée par les zodiacs de la police fluviale, des kayaks s'approchent de l'usine avec une banderole flottante sur laquelle est inscrit « Syngenta noie le poison ». L'entreprise persiste à ne pas prendre en compte les résultats des analyses prouvant que l'eau est polluée du fait de ses rejets. Le long du parcours, des riverain·es sortent et témoignent de leur soutien : leur nappes phréatiques sont contaminées, des proches sont malades et les cas de cancer explosent dans le voisinage.

La manifestation, forte de plus de 10 000 personnes, s'étale jusqu'à ce que, 3 kilomètres après son départ, en contrebas, le site Syngenta et ses tours jaunes se découvrent aux yeux des participant·es. Il n'est plus qu'à quelques centaines de mètres derrière la voie ferrée et gardé par des lignes de gendarmes placées dans les champs. Le cortège de tête s'arrête alors face au site sur une grande parcelle agricole en bord de route devant laquelle les tracteurs s'alignent.

La préfecture a désigné ce champ comme le début d'une « zone rouge » où elle refuse qu'on pénètre. Pourtant, des centaines de personnes y descendent, avec une banderole « Vos chimies, nos chimios ». Elles attachent alors à de grands pieux les étendards portant leur prénom ou ceux de leurs proches touchés par la maladie et les plantent tour à tour dans le champ. C'est le moment que choisissent les gendarmes mobiles pour arroser le champ de gaz lacrymogènes et de grenades GM2L, au prétexte qu'une vingtaine de personnes se sont approchées d'un peu trop près. Pris sous les gaz, une partie du cortège fait malheureusement demi-tour avant d'arriver devant le site. Mais malgré les pleurs et difficultés à respirer, nombre des malades présent-es tiennent bon avec les personnes qui les entourent et restent courageusement implanter ce cimetière de la santé publique et de l'agrochimie.

Une camarade s'empare alors du micro et lit un à un les noms des personnes malades ou décédées qui composent le « cimetière de la santé publique », leur âge et leur maladie. L'émotion est si forte qu'elle doit laisser sa place à un autre camarade qui poursuit la lecture alors que la manifestation continue d'arriver. Celui-ci annonce : « Nous refusons que les dirigeants de Nufarm et Syngenta reviennent comme si de rien n'était. Nous voulons qu'ils ne puissent plus détourner le regard des ravages dont ils sont responsables. Nous allons leur coller la honte, à eux et aux politiques qui les protègent, à tous les allié·es du cancer, aussi longtemps qu'il le faudra. »

Pendant ce temps, de l'autre côté de la route, sur la parcelle attenante que la foule remplit progressivement, des infrastructures sortent soudainement des bennes agricoles et des camions. En quelques dizaines de minutes, un camp s'établit avec deux scènes, un bar, des toilettes, des tonnes à eau.... Une annonce collective est alors faite au micro : « L'agro-chimie est une mafia et l'État français est son serviteur zélé. Depuis des semaines, les autorités publiques ont multiplié les pressions pour que cette manifestation ne puisse avoir lieu dans de bonnes conditions. Elles ont voulu nous envoyer au loin, manifester de l'autre côté de la Seine. Elles ont aussi tout fait pour nous priver de terrain d'accueil. Les communes et paysan·nes des alentours qui étaient prêt·es, en soutien, à nous prêter des parcelles pour accueillir la fête et faire camper les manifestant·es ont reçu de lourdes menaçes de la gendarmerie et des interdictions. Alors, collectivement, nous avons décidé que nous allions rester faire la fête paysanne, face à Syngenta. Face à nos bourreaux ! Parce là ou on ne veut pas de nous, c'est l'endroit juste pour exprimer notre colère et notre détermination ! Parce que nous avons une furieuse envie de vivre ! Parce que face à la maladie et à la mort, nos joies, nos fêtes, nos danses sont vitales. Elles nous rendent plus fort·es que ceux qui prospèrent sur la mort, la destruction du monde paysan et la maladie. Ce que cette fête libre dit, c'est la nécessité de bloquer et d'assiéger les sites de production de pesticides. » Sur le plateau agricole au centre du champs, Yoa envoie alors les première notes de « Mes copines » et enflamme instantanément la foule qui part en gros dance floor serré.

Après ce premier concert, Vincent, secrétaire national de sud chimie, monte seul sur la scène free party et interpelle courageusement les milliers de personnes encore présentes. Nous avons envahi par surprise et mis à l'arrêt en novembre l'usine dans laquelle il travaille en 3/8. Les liens se sont renforcés depuis avec un certain nombre de ses camarades travailleurs du secteur agro chimique, qui ont écrit un appel à rejoindre la manifestation du 3 octobre intitulé « Nos vies valent tellement plus que leur profit ». Il raconte comment ils sont en première ligne des intoxications sur leurs lieux de travail et combien « l'industrie chimique est dégueulasse ». Il parle des combats contre leurs patrons et de leurs difficultés et détermination à imaginer reconvertir l'activité de ses sites. Et nous sommes nombeux·ses à nous dire que ce qui se joue avec sa présence est d'une importance politique cruciale.

Alors que le soleil se couche dans un grand marbré rose, le préfet - pris fortement à partie sur les réseaux sociaux pour avoir arrosé délibérément de gaz l'implantation du cimetière face à syngenta - est mis en fureur par le maintien de la fête en face du site. Il décide d'enclencher les grands moyens pour y mettre fin : menace de saisie des tracteurs et des systèmes de son dans le cadre de la nouvelle loi riposte contre les free party, sommation annoncée par hélico, arrivée d'un canon à eau et de tout un tas de fourgons aux abords du champ. Nous décidons, juste avant qu'ils déclenchent la charge, de remettre la fête en mouvement et de rester ensemble. Un long convoi nocturne dansant illuminé par les phares des tracteurs repart en direction de Gaillon suivi par une grande ligne de fourgons de gendarmes mobiles. Cela ne l'empêche pas de s'enjailler pendant 2h avec électro-acoustique à tubes de basstong et un mur de son tekno.

Ce 3 octobre marquait aussi un élan coordonné de protestation internationale contre Syngenta, dont les activités ont des conséquences ravageuses dans de nombreux pays : exportation de pesticides interdits d'usage dans l'Union Européenne, dépendance aux semences chimiquement enrobées, OGM, Syngenta s'illustre par ses ravages toxiques. Dans la foulée de l'appel de Gaillon, des actions simultanées ont eu lieu notamment au Pakistan, en Suisse, au Costa Rica, en Angleterre, en Argentine, aux États-Unis, en Suède, en Autriche et au Brésil.

Cette journée de mobilisation massive et appelée publiquement était une nouvelle étape dans une campagne d'action visant à occuper, bloquer et désarmer les sites de production de pesticides du pays. Elle faisait suite à l'intrusion par surprise en novembre de cinq cent paysan-nes et malades dans le site BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf à 40 km de là pour le mettre à l'arrêt ou sur un site Phyteurop près d'Angers avec des tracteurs. C'était aussi le premier moment de riposte populaire en France suite au passage estival de la loi d'urgence agricole, et alors que la loi omnibus prévoit de faciliter le maintien sur le marché de nombreux pesticides à l'échelle européenne. Cette campagne continue, et la coordination du 3 octobre appelle les habitant·es du pays à continuer à bloquer, occuper, désarmer les sites de pesticides présents dans leur région en l'annonçant publiquement ou par surprise[1].

Notes :
1. La carte de ces sites est disponible sur le site des Soulèvements de la terre.

AU VERDON-SUR-MER

une marée humaine contre l'usine à saumons

Le 18 octobre, on était plus de 1500 pour converger en face du projet de mégaferme de Saumon au Verdon-sur-mer, commune de la Pointe de Grave, à l'embouchure de la Gironde. C'est le lieu qu'a choisi la société Pure Salmon pour construire son complexe industriel de 75 000 m² sur 14 hectares, avec pour objectif d'abattre 2 millions de saumons par an pour une production de 10 000 tonnes de filets. Ce serait la plus grosse usine à saumons terrestre d'Europe. Le tout est financé par un fonds d'investissement singapourien à hauteur de 280 millions d'euros.

Derrière les promesses d'emplois (250 postes annoncés), la mesure de la consommation en ressources naturelle par le projet est vertigineuse. L'usine prévoit de pomper 270 m³ d'eau par heure, soit 2,4 millions de m³ par an, dans les nappes phréatiques qui alimentent en eau potable une grande partie de la Gironde. On est en rage que la préfète ait eu le culot de signer l'autorisation préfectorale du projet le 3 août, quand la Gironde brûlait, asséchée après l'été brulant qu'on a vécu: 42 000 hectares de forêt détruits, plus de 250 habitations ravagées et 220 000 personnes déplacées. Les poissons seraient nourris par du soja brésilien, une culture qui fait progresser la déforestation de l'Amazonie, par des farines et des huiles de poissons pêchés au large de l'Afrique de l'Ouest – ces sardines et sargasses qui constituent la base de l'alimentation locale des populations côtières de ces pays. Le ratio est sans appel : il faut 3 kg de ces petits poissons sauvages pour produire 1 kg de saumon d'élevage. Cette ponction directe sur la sécurité alimentaire au nom de la souveraineté alimentaire de la France est intolérable et nécoloniale.

La manifestation du 18 octobre montre à voir une coalition déjà bien structurée, qui sera capable de faire plier le projet. Les collectifs locaux opposés au projet sont bien solides. Entre le Médoc et la Charente-Maritime, de l'autre coté de l'estuaire, ils sont venus en nombre. « Usine de Saumon Non Merci » et « La Fraie Sauvage » sont soutenus par des ONG écolos, comme SeaStemik, et par des organisations de défense des droits des animaux. À leurs côtés, des groupes écologistes plus radicaux de Bordeaux ou d'ailleurs, comme Extinction Rebellion, ou des collectifs anticapitalistes, sont venus les soutenir.

Du côté des travailleurs de la mer, le constat est plus difficile : si les ostréiculteurs de la Gironde étaient présents et rejettent massivement le projet, du côté des pêcheurs, la situation est plus complexe. Peu de petits pêcheurs sont venus. Beaucoup restent proches de l'extrême droite et d'une rhétorique anti-écologiste, ce qui rend difficile la construction d'un front commun. Pourtant, objectivement, le projet Pure Salmon est une menace directe pour la pêche artisanale : pollution des frayères, artificialisation du littoral. Le défi politique est donc clair : dépasser l'opposition stérile entre « écolos » et « travailleurs » pour construire une alliance autour d'un intérêt de classe commun contre l'agro-industrie et ses actionnaires. La lutte contre l'usine à saumons n'est pas une lutte « contre le progrès » ; c'est une lutte pour la préservation des moyens de travail et de subsistance des gens d'ici, contre la logique de profit qui saccage les territoires.

Face à un déni démocratique (consultation largement en défaveur du projet) et institutionnel (avis défavorables du Conseil scientifique de l'estuaire, de la Commission locale de l'eau, du BRGM et de l'Ifremer ignorés), une large coalition de 13 associations, 4 entreprises locales et 17 riverains a déposé deux recours devant la justice. Le premier attaque le permis de construire (devant le tribunal administratif de Paris), le second l'autorisation environnementale (devant la cour administrative d'appel de Bordeaux). La première audience est espérée au printemps 2027. Mais l'autorisation environnementale a été signée, et les travaux pourraient débuter avant même que la justice ne se prononce sur les recours. Si les pelleteuses arrivent au Verdon-sur-Mer, il faudra être nombreux pour les empêcher de couler le béton d'une usine qui, une fois sortie de terre, sera bien difficile à arrêter.



© Cyril Nahon

ELECTIONS PROFESSIONELLE AGRICOLES

Retour sur une stratégie (gagnante)

En 2025 les agriculteur.rice.s votaient dans le cadre d'élections syndicales. Tout au long de l'année 2024, la Confédération Paysanne de Touraine (Conf 37) a expérimenté une stratégie de campagne ambitieuse et nouvelle qui s'est avérée payante et qui pourrait inspirer des dynamiques d'actions, syndicales ou autre. Cet article vise à faire comprendre quelle fut la démarche de la Conf 37 et quelles leçons en tirer concernant la capacité de nos mouvements à s'appuyer sur les forces militantes non-paysannes afin de toucher des publics agricoles éloignés de nos réseaux et de nos luttes.

Deux constats ont guidés la réflexion stratégique de la Conf 37 :

Premièrement, comme la plupart des élections syndicales, les élections agricoles sont marquées par un taux d'abstention assez fort (52% en 2025). Ainsi la mobilisation d'agriculteur.rice.s qui partagent nos idées mais ne font pas la démarche de voter peut s'avérer déterminante dans le résultat final. Un enjeu stratégique majeur consiste donc à trouver un moyen de « toucher » ces agriculteur.rice.s qui ne viendront pas dans nos réunions publiques, ne sont pas inscrits dans nos mailing, ni abonné.e.s à nos pages facebook. Cet enjeu est encore plus important au vu des moyens de diffusions bien plus larges de nos adversaires syndicaux CR et FNSEA, liées notamment à leur activité de centre de gestion.

De l'autre côté, « faire campagne » peut-être un moment mobilisateur pour créer au sein de notre réseau militant des dynamiques nouvelles, sur lesquelles continuer à s'appuyer par la suite. La campagne électorale représentait donc le bon moment pour mettre en oeuvre un objectif de constitution d'un réseau citoyen, composé d'allié.e.s qui se forment en agissant avec la Conf et qui connaissent quelques agris proche de chez elleux. L'idée étant que ce réseau pourra ensuite être réactivé pour porter des messages à un grand nombre d'agris du département hors de toute période électorale.

Sur la base de ces constats, la Conf 37 a posé un objectif ambitieux et mobilisateur :
« **Nous voulons nous mettre en capacité d'aller à la rencontre des 4000 fermes du département** pour leur faire connaître nos idées, nos luttes locales et les enjeux à s'exprimer dans ce scrutin ».

Poser cet objectif était une manière de créer un cadre d'implication pour des forces militantes non-paysannes dans cette campagne, puisque la Conf 37 n'avait aucunement les moyens militants de réaliser ces milliers de déplacements et de rencontres en comptant uniquement sur l'action paysanne. Elle s'est ainsi adressée à son réseau de soutien citoyen en proposant à ses membres un rôle de « facteur.rice.s » (en binôme) de la Conf 37. Le rôle de facteur.rice.s indiquait clairement que ces citoyen.ne.s avaient pour unique mission de porter la parole de la Conf (sous la forme de 4 textes politiques rédigés par les paysan.ne.s de la Conf 37) et non pas elleux même de la défendre ou de tenter de convaincre. Iels avaient au contraire un rôle d'écoute, des questions à poser pour identifier les situations personnelles des agriculteur.rice.s qu'ielles rencontraient.

La Conf 37, sur la base de cet appel, a organisé la logistique et la coordination d'action :

- Diffuser l'appel à participation dans tous les réseaux AMAP, ami.e.s de la Conf, associations et collectives locales... afin de constituer un réseau le plus large possible (plus de 100 personnes ont répondu à l'appel).
- Attribuer à chaque binôme une dizaine de fermes à aller rencontrer proche de chez elleux sur la base des listes électorales publiques ou figurent les adresses des votant.e.s.
- A quatre reprise, entre septembre et décembre, imprimer et faire parvenir les milliers de textes dans des points relais du département tout en proposant des visios de formation concernant les sujet mis en avant et la posture à adopter sur les fermes en tant que « facteur.rice.s citoyen.ne.s ».
- Récupérer des informations sur les rencontres effectuées : qui sont les agris, leur production, leur réaction par rapport à la Conf, leurs difficultés exprimées...
- Organiser pendant la période de vote une large campagne d'appels téléphoniques pour être sûr.e.s que les agris identifié.e.s comme proche de la conf expriment leur vote.

« Il faut donc penser notre propre capacité à aller les toucher, si possible avec un échange humain, quand nous n'avons pas les moyens syndicaux. »

Au final, la Conf 37 a mobilisé un réseau mixte citoyen et agri de plus de 110 personnes qui ont été voir ou ont contacté par téléphone plus de 1400 fermes sur les 4000 du département. La Conf 37 a ainsi progressé de 6,3% par rapport aux élections de 2019 (passant de **15,51 % à 21,8 %**). Elle a plus progressé que la CR dans le département, dans une région (Centre-Val-de-Loire) où les autres Conf ont en majorité perdu des pourcentages. La Conf 37 se situe parmi les 10 départements les plus en progression en France.
Au delà de ce succès, la Conf 37 a en effet réussi à fédérer un réseau et une logistique de diffusion d'information au niveau de son département et a recueilli des informations utiles sur plusieurs centaines de fermes, qu'elle est en capacité de recontacter par la suite.



Pour nos réseaux militants nous pouvons donc en tirer les leçons suivantes :

A l'heure des bulles algorithmiques, de la puissance de diffusion médiatique des milliardaires d'extrême droite, nous avons besoin de stratégies ambitieuses, reposant sur le travail humain militant, pour diffuser nos idées auprès des agriculteur.rice.s du territoire, qui vivent des difficultés fortes et qui peuvent être sensibles à nos discours. Mais ce ne sont ni nos mailing list d'adhérent.e.s, ni nos pages facebook, ni nos fêtes, ni nos soirées débats qui permettront de toucher ces personnes qui, en majorité, ne feront pas la démarche de venir s'informer dans les espaces que l'on propose. Il faut donc penser notre propre capacité à aller les toucher, si possible avec un échange humain, quand nous n'avons pas les moyens syndicaux (énormes mailing list des syndicats qui gèrent des centres de comptabilité) ou les moyens financiers (un envoi de 4000 enveloppes par la poste à plusieurs reprises n'était pas une possibilité) pour y parvenir.

Ainsi, prendre le temps de construire et d'étoffer un tel réseau de diffusion peut être un outil puissant pour l'avenir, que ce soit pour inviter de façon ciblée tel ou tel agriculteur.ice.s à sortir de sa ferme pour une formation, à diffuser des messages sur la transmission, à inviter à une manifestation, etc. Au vu du travail militant énorme que cela représente, il est nécessaire de compter sur des alliances entre paysan.ne.s et citoyen.ne.s. Cette stratégie a été l'objet de critiques et de craintes de certain.e.s paysan.ne.s de la Conf (« seul.e.s les paysan.ne.s peuvent être impliqué.e.s dans la campagne et il est impossible que des citoyen.ne.s aillent sur les fermes, cela nous ferait perdre en crédibilité »). Evidemment, la posture dans le discours d'un.e paysan.ne et d'un.e non paysan.ne ne sont pas les mêmes, notamment s'il s'agit de se rendre sur des fermes pour en critiquer (même indirectement) les choix techniques. Mais globalement, aucun.e citoyen.ne n'a été mal reçu.e et, au contraire, des échanges riches avec des agriculteur.rice.s content.es qu'on vienne à leur rencontre ont été fréquents. Au vu des forces militantes de la plupart des Conf locales, se priver de la possibilité d'agir avec les nombreux soutien non-paysan.ne.s attachés à la Conf, y compris quand il s'agit d'aller au contact d'autres agriculteur.rice.s, peut-être une erreur qui empêche la mise en place de certaines stratégies ambitieuses, reposant sur un temps humain militant important.

L., Animateur syndical conf 37 entre 2020 et 2026

HISTOIRE

LE MOMENT DORGÈRES

Une protestation agraire-fasciste dans la France des année 1930

Dans son livre « Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929 - 1939 » (1996), l'historien Robert O. Paxton revient sur la figure méconnue de Henry Dorgères. Publié il y a trente ans, ce livre nous éclaire sur les similitudes entre la percée actuelle de la Coordination rurale et celle, fascisante et populiste, du dorgérisme des années 1930.

DONNER LA PAROLE À UNE PAYSANNERIE EN CRISE

La triple crise que traverse la paysannerie française dans les années 1930 sert d'introduction au *Temps des chemises vertes* : crise économique avec la Grande Dépression, crise culturelle avec un mode de vie en voie d'extinction, crise politique de la représentation. C'est dans ce contexte qu'Henry Dorgères va surfer sur la rage paysanne pour s'ériger en tribun de la « brutalité terrienne ». Né dans le Nord en 1897, Dorgères n'a pas grandi dans un milieu paysan. Il fait ses études en droit et commence à travailler pour le journal royaliste *L'Action française* à Rennes, puis devient rédacteur en chef pour un nouvel hebdomadaire de lutte paysanne, *Le Progrès agricole de l'Ouest* en 1927. Progressivement, il va constituer un petit empire de presse agricole. En 1939, il est à la tête de trois hebdomadaires et de trois mensuels, qui impriment à eux tous 300 000 exemplaires, et qu'il pilote depuis ses bureaux à Paris. Dans ses articles, il appelle les paysans à prendre leur destinée en main, y compris par la violence, et réclame un État autoritaire et corporatiste, au prix d'un renversement de la République s'il le faut. Sur le terrain, il s'ancre dans les campagnes en organisant des réunions publiques les jours de marché et de nombreux meetings. Ainsi, commente Paxton, Dorgères participe à « quatre nouveautés majeures » qui secouent le monde rural et la culture paysanne des années 1930 : le remplacement des notables ruraux par d'authentiques paysans à la tête des organisations agricoles ; le rêve d'une unité du monde agricole ; la soif de rébellion paysanne et d'action directe ; la prise de conscience par l'opinion française du problème de l'équilibre ville-campagne.

RÉBELLION PAYSANNE ET ACTION DIRECTE

Henry Dorgères connaît son premier coup d'éclat en organisant une manifestation le 18 juin 1933 pour empêcher la vente judiciaire des biens d'une ferme située à Bray-sur-Somme. L'obstruction menée lui vaut 28 jours de prison et l'attention de tout le pays. En ces années de crise économique, une vente sur saisie, pour non-règlement du fermage ou du métayage, des impôts ou des cotisations sociales, pouvait plonger toute une commune dans la fièvre. Faire reculer l'État sur ce terrain, c'était « le sûr chemin de la célébrité rurale, selon Paxton, et, dans les années 30, dorgéristes et communistes en avaient fait une de leurs principales tactiques ».

Dorgères franchit une nouvelle étape à l'été 1935, avec la création des Jeunesses paysannes, plus connues sous le nom des « Chemises vertes ». Elles n'étaient pas seulement là pour faire le service d'ordre des réunions publiques : « le mouvement se donnait pour objectif de rendre aux jeunes agriculteurs la fierté de leur métier, et d'aller affronter la gauche en cas de grève des ouvriers agricoles, ou encore la police quand il s'agissait de défendre des paysans menacés de saisie ». Il consolide son influence avec un réseau de « comités de défense paysanne » ayant l'ambition de couvrir toutes les communes rurales du pays, même si, dans les faits, il était surtout présent dans le Nord et l'Ouest.

En parallèle, Dorgères reçoit le soutien public de notables ruraux antirépublicains de premier plan. Il rejoint le Front paysan, y incarnant le « bloc de défense paysanne » voué à l'action directe, aux côtés du « bloc agraire » représenté par le Parti agraire et paysan français (PAPF) et du « bloc professionnel » de l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA).

FAIRE RECULER LES « ROUGES »

La victoire du Front populaire en mai 1936 et la vague de grèves qui suit sont pour Dorgères autant d'occasions nouvelles à saisir. Les grèves d'ouvriers agricoles de 1936 et 1937 organisées par la CGT dans les zones d'agriculture extensive du Bassin parisien et des plaines du Nord sont le premier

conflit du travail de cette ampleur connu par la France agricole. Comme le rappelle l'auteur, « ces grandes grèves dans l'agriculture interviennent à l'intersection de deux points culminants dans l'histoire de la main d'œuvre agricole française : jamais il n'y avait eu autant de militantisme, et jamais autant de travailleurs agricoles salariés ».

Pendant ces deux étés de conflits sociaux, Dorgères organise des commandos de « volontaires de la moisson » pour briser les grèves agricoles, se vantant de créer une « ceinture verte » de cultivateurs et de maraîchers qui viendrait contenir la « ceinture rouge » des faubourgs ouvriers de Paris. L'exemple le plus spectaculaire d'action dorgériste chez les maraîchers est cette grève des approvisionnements qui entraîne par trois fois la fermeture partielle des Halles de Paris à l'automne 1936. Dorgères n'était pas l'unique meneur des maraîchers, mais il prétendait l'être. En réalité, pour restaurer l'autorité de l'agriculteur sur ses salariés, « l'État et les grands propriétaires n'eurent en fait, de la part de Dorgères, qu'une aide symbolique » comme le rappelle Paxton.

D'EXCITATION EN RETOMBÉE : FIN ET HÉRITAGE

Le dorgérisme aura la vie brève. Né de la peur et de la colère, il connaît une brusque flambée avec les nombreuses crises du milieu des années 30, avant de retomber. Sous Vichy, Dorgères dirige la propagande au sein de la Corporation paysanne (l'ancêtre de la FNSEA) mise en place par Pétain. Avec la Libération, vient pour lui le temps de la prison. Sa peine sera plutôt légère, mais il ne retrouvera jamais son influence d'avant-guerre.

Robert Paxton insiste sur le caractère informel du dorgérisme : « il s'agissait moins d'une organisation structurée que d'une compulsion de rébellion et d'autodéfense de paysans en colère, comprenant qu'ils ne pouvaient compter ni sur leurs chefs traditionnels ni sur l'État français pour résoudre leurs problèmes ». Toutefois, même dans leur moment de plus grande force, les comités dorgéristes « souffraient de n'être pas inscrits dans la réalité quotidienne de l'économie rurale, celle-là même qui donnait aux syndicats agricoles leur continuité d'action, leur durable efficacité ».

Par ailleurs, la carte du dorgérisme ne recoupe pas exactement celle de la souffrance paysanne. Si son mouvement est fort dans le Nord et l'Ouest (plus prédisposés au militantisme antirépublicain), il n'a presque jamais réussi à s'implanter au sud de la Loire (l'attachement ancien des paysans du Midi et du Sud-Ouest avec la gauche faisant figure de rempart).



Logo des Chemises vertes.

Pour l'auteur, Dorgères se mit dans le « champ magnétique » du fascisme, mais paradoxalement, c'est « l'incapacité à dépasser l'horizon des intérêts paysans » qui distingue le plus son itinéraire des réussites fascistes de la période. Néanmoins, son ascension fulgurante est plus représentative des campagnes françaises que l'histoire assez brève de son mouvement ne le laisse supposer. En conclusion, l'historien souligne « qu'il existe toujours un équivalent fonctionnel de l'action directe à la Dorgères, qui trouve sa clientèle des années 90 chez des paysans en colère qui n'ont probablement jamais entendu parler de lui : c'est la Coordination rurale ».

HISTOIRE

LA COORDINATION RURALE

Le retour en force du Corporatisme Rural des années 30 ?

Dans l'histoire de la Coordination Rurale, sa section lot-et-garonnaise (CR47) tient une place très particulière. C'est d'elle que sont réellement nés les soupçons d'être un syndicat d'extrême droite. Or, s'il est réel que la CR47 porte et défend un projet de droite extrême, celui-ci est d'une nature particulière dont la France n'avait plus entendu parlé depuis longtemps: le corporatisme. Il ne semble pas que cela soit en pleine conscience de ce projet corporatiste qu'autant d'agriculteurs y adhèrent ces dernières années.

La CR47 porte en effet un projet social qui s'inspire directement de ce qui faisait le fondement de toutes les droites extrêmes des années 30 : celui d'un État et d'une organisation sociale corporatiste. Pour comprendre le lien qu'ils cultivent avec ce projet, qui pourrait apparaître aujourd'hui d'un autre âge, il a fallu que je lise leurs éditos depuis 20 ans, que je constate les traits qui caractérisent leur comportement en commission ou en manifestation, et surtout, que je finisse par faire le rapprochement avec toute la littérature des mouvements agricoles de droite extrême des années 30, tels que les ouvrages de Louis Salléron[1,2], d'Henry Dorgères[3], de Pierre Barral[4] ou plus récemment de Guillaume Travers[5].

Le projet corporatiste est anti-révolutionnaire. Certaines conséquences de 1789, comme la Déclaration des Droits de l'Homme, qui mettait l'individu au centre des préoccupations de la société, associée à la loi Le Chapelier de 1791 (qui interdisait tout regroupement d'ouvriers), consacrèrent la diminution, jusqu'à la disparition, de l'influence des corporations professionnelles au cours du XIXème siècle. C'est aussi la raison pour laquelle ils sont foncièrement anti-parlementaires. Le parlement détient en effet le pouvoir de légiférer depuis Paris, donc par le biais d'« incompétents » du fait de leur éloignement, et d'imposer des lois aux acteurs locaux qui, eux, « connaissent le territoire ». Précisons, d'une part, qu'à l'origine le corporatisme n'est pas foncièrement productiviste. Mais il prendra ce virage, contre l'avis de certains historiques du mouvement comme Dorgères, pendant la période de Vichy. Et que, d'autre part, il est également en lutte contre la « concurrence » du libre marché, car ce sont les branches professionnelles qui devraient gérer le marché.

Des années 30 jusqu'à la fin du régime de Vichy, le corporatisme est en lutte contre le concept de « lutte des classes », qu'il soupçonne d'être artificiel, car il suppose l'existence d'antagonismes dans les corps professionnels tandis qu'eux prétendent pouvoir atteindre une « harmonie naturelle ». C'est pour contrer cette idée socialiste que les agrariens des années 30 (comme Jacques Leroy Ladurie) travailleront à élever le terme de « Paysan » au rang de concept unificateur du monde agricole, niant l'existence de classes sociales en son sein. C'est par un travail de la droite extrême que le terme paysan s'est chargé de toute la symbolique qui vient encore aujourd'hui à l'esprit à sa simple évocation ... à droite comme à gauche.



Le corporatisme était le projet social de ce que les historiens Robert O. Paxton[6] et Zeev

Sternhell[7] ont définit comme le fascisme à la française. La différence qu'ils font entre les fascismes européens se situe sur le rapport et la place donnée à l'État. Les Français ne sont ni pour un État fasciste sur le modèle italien, ni pour une autocratie fasciste (modèle Portugais de Salazar) qui, tous deux, limiteraient l'usage du corporatisme à l'organisation professionnelle. Les théoriciens hexagonaux pensent qu'une organisation corporatiste « par le bas » est un projet d'organisation sociale qui produira, par un soutien de l'État qui se mettrait à son service, un régime fasciste stable. Comme l'écrira Paxton[8], en France, « le corporatisme se proposait d'organiser toute la population active – patrons, techniciens, ouvriers – en groupes économiques (par branche d'industrie ou par profession) qui se régiraient eux-mêmes et dirigeraient la société. »

Ces quelques éléments permettent déjà d'éclairer certains comportements observés durant les derniers mouvements agricoles, qui ont suscité de l'incompréhension chez les observateurs néophytes. Une guerre intestine se joue depuis 2023 au sein de la CR nationale, qui s'est traduite par une purge aussi bien au niveau des salariés que des producteurs. Certains ex-syndicalistes de la CR 86 et 87, qui ont fait les frais de cette purge, avouaient leur incompréhension face à des actions devenues systématiquement violentes sans jamais qu'il y ait de négociations prévues ensuite. C'est en effet une stratégie qu'aucun syndicaliste ne peut comprendre, puisque l'objet même du syndicalisme est d'imposer un rapport de force en vue d'une négociation, et donc de doser son action en fonction de cet objectif.

Mais à la CR47, on ne négocie pas avec l'État ! Deux illustrations :
En janvier 2024, la CR47 organisait une action devant la Chambre de commerce et de l'inspection du travail à Agen[9]. En plus des déversements habituels, ils ont éventré un sanglier en criant « Rappelez-vous de Saussignac ! » – cette commune de Dordogne où un agriculteur proche de leur mouvement a tué, en 2004, un inspecteur du travail et une salariée de la MSA[10]. Cette intervention a tétanisé les salariés de l'inspection du travail au point que le préfet a annoncé dans la foulée l'arrêt de tous les contrôles dans le Lot-et-Garonne pendant plusieurs mois. La CR47 s'est alors tournée tranquillement vers les agriculteurs du département en leur disant « Citez-nous un syndicat qui aurait été capable de vous obtenir ça par la voie de la négociation ! » La stratégie est de mettre l'État devant un rapport de force qu'il n'est pas capable de supporter afin de gérer « leur » département comme ils l'entendent et comme ils le font depuis 2001 à la tête de la Chambre d'agriculture.

Depuis les années 80, un projet de lac d'irrigation, nommé « lac de Caussade », traînait dans les tiroirs. Le projet, soutenu depuis 2010 et financé par la Chambre, reçoit une autorisation préfectorale en juin 2018... suivie d'une interdiction ministérielle en octobre 2018 ! S'engouffrant dans l'incohérence étatique, la CR47 et la Chambre, soutenues par des maires locaux, décident de procéder aux travaux illégalement. Le chantier fut même défendu par 300 agriculteurs contre les forces de l'ordre, avec un mot d'ordre « ce qui doit être fait sera fait ! » Si bien qu'en trois mois, les travaux sont réalisés, et que le lac entre en activité. En 2020, l'ex-président de la Chambre sera condamné pour cette construction illégale, mais l'État s'opposera au démantèlement et autorisera son utilisation... validant par la même la stratégie de la CR47, qui s'enorgueillit encore aujourd'hui de l'efficacité de leur méthode. Le résultat est qu'entre 2023 et 2024, la tendance CR47 s'est imposée à la CR nationale. Cette stratégie leur a permis d'être représenté dans 98 départements – une majorité des nouvelles antennes étant sur la ligne de la CR47 –, de conquérir 14 Chambres d'Agricultures (contre 2 précédemment), et de s'installer en second syndicat agricole avec 30% des suffrages... 10 points devant la Conf'.

Xavier Noulhianne
Eleveur Berger dans le Lot-et-garonne.
Septembre 2026

Notes:
(1) L. Salléron, *Un régime corporatif pour l'agriculture*, Dunod, 1937.
(2) L. Salléron, *Naissance de l'État corporatif – dix ans de syndicalisme agricole*, Grasset, 1942.
(3) H. Dorgères, *Haut les fourches*, Les œuvres française, 1935
(4) P. Barral, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Armand Colin, 1968.
(5) G. Travers, *Corporations et corporatisme*, La nouvelle Librairie, 2021
(6) R. O. Paxton, *La France de Vichy*, Seuil, 1973 & Le temps de chemises vertes, Seuil, 2021.
(7) Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Gallimard, 2012.
(8) Op cit. p.263 de l'édition de 1999.
(9) Journal Sud-Ouest du 21 juin 2024 – rubrique Plein cadre « «Personne ne nous défend», le grand blues des contrôleurs du monde agricole » - https://www.sudouest.fr/economie/agriculture/crise-agricole-le-grand-blues-des-controleurs-face-aux-menaces-personne-ne-nous-defend-19734651.php
(10) Basta.media « 20 ans après le meurtre de deux fonctionnaires, l'Inspection du travail craint de nouvelles violences », Sophie Chapelle, 2024. https://basta.media/20-ans-apres-meurtre-deux-fonctionnaires-Saussignac-Inspection-travail-craint-nouvelles-violences

INCENDIES, AUTOGESTION ET SOLIDARITÉ

Comment l'extreme droite gagne sur notre propre terrain

Au cours des incendies de cet été, les agriculteurs sont venus « sauver leur territoire ». Récit d'une offensive politique et syndicale contre les normes environnementales et l'agriculture paysanne.

Nous sommes des travailleuses et travailleurs de la terre. Alors que depuis des mois, nous étions exténués par les canicules à répétition et une grande sécheresse, nous avons subi l'un des plus gros incendie de l'histoire de notre région. Les feux de forêt qui ravagent régulièrement les monocultures de pins que nous avons dans le sud-ouest ont pris cette année une ampleur inédite. Et ce sont les organisations réactionnaires qui se sont renforcées à l'occasion de ces incendies, pendant que nous, qui essayons d'atténuer le dérèglement climatique chaque jour, subissions ses conséquences.

L'État, affaibli après des années de politiques libérales qui ont détricoté les services publics, s'est retrouvé incapable de gérer cette catastrophe. Ce même État sécuritaire qui se prétend le protecteur des citoyens se retrouve incapable de remplir la fonction qu'il se donne. Il avoue sa faiblesse en faisant appel aux agriculteurs et à leur machinerie lourde, en même temps qu'il ouvre la brèche pour que les syndicats productivistes fassent avancer leur agenda : se substituer à cet État, ses fonctionnaires et ses normes, qui les « empêchent de travailler ».

Alors que tout le monde a acclamé l'héroïsme et la solidarité des agriculteurs pour leur implication dans la lutte contre le feu, nous pouvons témoigner d'une situation beaucoup plus nuancée. Nous savons que beaucoup d'entre eux étaient sincèrement venus pour « défendre leur territoire ». Mais nous avons également vu des cadres syndicaux utiliser le rapport de force pour se mettre en avant et tirer avantage de la situation. Ils ont transformé ce premier élan spontané et un peu désordonné en une organisation programmée et presque militaire.

Nos échanges avec des donneurs d'ordres syndicaux, dont le comportement nous rappelle davantage des cadres de l'armée que des collègues bienveillants, nous confirment que profiter de l'occasion pour faire reculer les droits de l'environnement était bien à l'ordre du jour. Dans certains endroits en effet, des champs de maïs irrigués ont agi comme pare-feu. Une ceinture maraîchère ou des prairies humides auraient eu le même résultat. Or ce qui sera retenu ici, c'est le maïs irrigué, et l'occasion en or pour défendre l'accaparement de l'eau, sans limites ni partage, et faire sauter toutes les normes environnementales. En effet, bilan post-incendie pour l'État et ces syndicats productivistes : la LUA était une bonne première étape, mais il faut aller beaucoup plus loin.

Ces syndicats ont profité de la sidération et de la détresse causées par l'ampleur du feu pour se positionner en tant qu'acteurs indispensables dans la gestion des symptômes du changement climatique. La FDSEA, qui défend l'industrialisation et la mondialisation de l'agriculture. La CR, qui n'admet pas la responsabilité des activités humaines dans le changement du climat. C'est une farce, car aucun des deux ne reconnaît l'impact du capitalisme dans la destruction de l'environnement, et donc dans l'origine même de ces incendies.



Les pyromanes qui sont aux manettes des ministères et des préfectures refusent de doter de moyens publics les pompiers et préfèrent les remplacer par des organisations privées, libérales, fascisantes et dégoulinantes de testostérone. Sans aucune honte, ils ont aussi utilisé ces incendies comme vitrine du complexe militaire et industriel avec le déploiement des drones de l'armée, des blindés de la gendarmerie et des canons à eau de la police. Le tout mariné dans un discours anti-écolo et servi par les chaînes d'info en continu de l'empire Bolloré et autres milliardaires.

Le fait que des organisations capitalistes de l'agro-

industrie, proches de l'extrême droite ou climato-sceptiques se positionnent comme solution à la crise climatique nous paraît déjà grave. Mais les voir élargir leur base avec des personnes abandonnées par l'état, grâce à une sensation de puissance qui ne peut naître que de la participation à l'action collective, nous terrorise.



Au cours des incendies nous voila donc propulsés dans une dystopie : les forets brûlent, les animaux meurent, des centaines de milliers de personnes sont déplacées. Pourtant, ce sont les organisations qui s'opposent à toute mesure d'atténuation du changement climatique qui permettent aux gens de sortir de l'impuissance. En apparence portées par des valeurs d'autogestion et de solidarité cultivées par la gauche, mais en réalité outillées par le pouvoir du machinisme, et donc du capital.
À rebours de toute notion d'entraide, elles propagent leurs valeurs fondées sur le virilisme et la loi du plus fort, à l'image du patriarche venu sauver ses enfants. Renforceés par le pouvoir acquis sur les organismes de l'état, rendues dépendantes de leurs machines, tout semble permis : alors, elles s'érigent en défenseurs de l'environnement pour démolir le peu de mesures écologiques qu'on a arraché par la lutte ces dernières années.

Nous avons essayé de nous mobiliser en soutenant les paysans dès le début de l'incendie, mais nous n'avons pas pu aller sur le front du feu faute de tracteurs disponibles. Nos fermes sont peu mécanisées et nos systèmes pensés pour avoir uniquement les machines dont nous avons besoin au quotidien. Notre participation, comme celle de beaucoup d'autres militants, s'est réduite à des actions individuelles alors qu'en face les organisations réactionnaires ont agi sous le feu des projecteurs.

Pendant toute la durée des incendies, nous avions une impression de déjà vu difficile à expliquer. Nous assistions à une montée en puissance collective similaire à celle que nous avons vécue en participant aux grosses manif'actions : quand ensemble, l'impossible devient possible.

Quand l'obtention de ces petites victoires ont renforcé notre détermination à nous engager pour combattre ce système mortifère. Quand les rencontres dans ces moments intenses ont forgé des amitiés avec qui bâtir des vies et des luttes. Mais cette fois le cadre n'était pas inclusif et bienveillant, on sentait bien l'odeur rance de l'extrême droite. Sous l'enfumage des discours rassembleurs, vagues et mensongers, se dévoilaient toutes les nuances sexistes, homophobes et racistes dans les petits gestes et paroles du quotidien.

Face à ces faits, nous pensons nécessaire de nous rappeler que « No Pasaran !» n'est pas un slogan, mais une attitude : celle de se coordonner pour aller combattre l'extrême droite là où elle se trouve. Quand elle sort sur le terrain pour « organiser » la population, nous pensons que la stratégie la plus pertinente est celle d'y être aussi pour proposer une alternative. Revendiquer sur le terrain que la solidarité, l'entraide et l'autogestion sont les valeurs historiques de l'antifascisme est alors nécessaire pour faire reculer leur narratif.

Ensemble, nous avons la capacité d'agir pour bâtir cette alternative. Nous avons prouvé par le passé que l'autogestion nous permet de mettre en place des campements pour des milliers de personnes. Que nous pouvons nourrir nos luttes avec des cantines paysannes sans avoir recours à l'agro-industrie. Que lorsque l'on est assez nombreux, nous pouvons défendre les intérêts des classes travailleuses, ouvrières et paysannes.
De façon coordonnée, nos organisations, formelles ou informelles, ont aujourd'hui tout ce qui est nécessaire pour agir face à ces catastrophes. Malheureusement, nous n'avons aucune réactivité. Or la réactivité est essentielle en situation d'urgence. Nous n'avons pas de réponse toute faite, mais nous pensons qu'il est urgent d'entamer une discussion collective sur l'anticipation et l'adaptabilité pour répondre à ces crises et sortir de notre impuissance. Car l'extrême droite, au travers du virilisme et de l'autoritarisme de la CR et des machines lourdes de la Fédé, a amorcé sa réponse.

Des paysan.ne.s du Sud-Ouest

BPREA SOUS EMPRISE

Quand l'extrême droite consulaire infiltre la formation des futur·es paysan·nes

L'intervention de la Chambre d'Agriculture est un moment fort du parcours de BPREA. Il apporte des repères clairs aux futur·es installé·es sur des sujets complexes comme la réglementation de l'eau. Il est donc normal qu'on s'indigne quand une session sur l'irrigation, animée par un représentant issu d'une Chambre contrôlée par la Coordination Rurale, s'éloigne du cadre normatif pour glisser vers une réécriture très orientée du réel.

UN DISCOURS TECHNIQUE TEINTÉ D'OPINIONS POLITIQUES

Le Brevet Professionnel Responsable d'Entreprise Agricole (BPREA) est le parcours de référence pour concrétiser un projet d'installation. C'est dans ce cadre qu'un représentant de la Chambre d'Agriculture est venu dispenser un cours sur la gestion de l'eau et l'irrigation. Sa mission : transmettre le cadre réglementaire et conseiller les porteurs·ses de projet dans leurs démarches.

Mais sous couvert d'apporter un savoir d'expert, l'intervenant a très rapidement bifurqué vers un discours politique offensif envers les institutions environnementales et le cadre légal.

LA POLICE DE L'ENVIRONNEMENT ÉRIGÉE EN « HAUPTKOMMANDANTUR »

Dès le début de l'intervention, l'Office Français pour la Biodiversité (OFB) est devenu la cible principale du discours. Cet organisme public, confronté à d'importants manques de moyens et d'effectifs, mène des contrôles ciblés et généralement motivés par des manquements avérés ou des signalements.

Pourtant, la présentation livrée aux stagiaires a dépeint les agents de la police de l'environnement non pas comme des serviteurs du service public, mais comme des « képis flingues », voire une « Hauptkommandantur »[1] chargée d'opprimer les agriculteur·ices. Selon cette version d'une grande d'agressivité, ces agents s'introduiraient sur les fermes sans raison, ni avertissement pour fouiller les lieux et traquer la moindre infraction.

Ce récit joue avant tout sur l'émotionnel. En présentant la police de l'environnement comme un service autoritaire, le discours cherche à susciter une réaction de peur ou de défense chez les futur·es exploitant·es. Cela permet aussi de déplacer la colère : les difficultés réelles du monde agricole — comme le poids de l'agro-industrie ou de la grande distribution — s'effacent au profit d'une figure d'ennemi institutionnel très commode.

S'ACCOMMODER DE LA NORME ET S'IMAGINER UN « LOBBY ÉCOLO »

Sur la question des bassins et retenues d'eau, le cours s'est peu attardé sur les techniques de chantier ou sur la préservation sanitaire des ressources. La leçon s'est plutôt transformée en un guide d'esquive réglementaire.

Pour éviter les contrôles approfondis de l'administration, l'intervenant nous a fortement suggéré de maintenir la surface des bassins en dessous du seuil des 2 000 m², permettant ainsi de rester sous le régime de la simple déclaration. Il a d'ailleurs reconnu sans détours l'intérêt de cette méthode : rester discret vis-à-vis des riverains et s'éviter ainsi « une ZAD dans son jardin ».

Pour couronner cette prise de position, l'intervenant a agité le spectre d'un puissant « lobby écolo » qui dans sa grille de lecture tiendrait les manettes de l'agriculture française et dicterait les lois. Une lecture qui renverse la réalité : le modèle agricole reste largement étouffé par la pétrochimie, le marché des engrais et les géants de la distribution. Cette rhétorique vise elle aussi à détourner le désarroi paysan des véritables mécanismes de domination économique.

RESSENTIMENT ET CULTURE DU « COUP DE PRESSION »

Le discours a ensuite dérivé vers des parallèles sécuritaires plus larges. L'intervenant a comparé les contrôles subis par les fermes aux interventions dans les quartiers populaires, affirmant avec ressentiment que ces derniers bénéficieraient d'une impunité alors que le monde agricole serait persécuté.

Enfin, la présentation s'est conclue par une mise en valeur de la force brute. L'intervenant a vanté l'efficacité des « coups de pression » pour débloquer les subventions, prenant en exemple les méthodes d'intimidation de Bertrand Venteau, président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Vienne et président de la Coordination Rurale, connu pour ses appels à « faire la peau aux écolos ».

GARDER UN ESPRIT CRITIQUE

La posture de l'intervenant pose une question essentielle sur l'utilisation du statut d'expert dans la formation. Durant la majeure partie du cours, des éléments normatifs et juridiques tout à fait légitimes ont été présentés avec assurance. Ce statut d'autorité consulaire a rendu la frontière entre information et conviction très floue, en particulier pour les stagiaires non issu.e.s du milieu agricole, ou peu politisé·es : il nous était difficile de distinguer ce qui relevait du cadre légal officiel et ce qui appartenait aux opinions personnelles et syndicales du formateur.

Dans la salle, les personnes qui ne partageaient pas ces positions ont préféré garder le silence. Face à un intervenant aussi convaincu et véhément, débattre semblait vain et risquait d'envenimer inutilement la séance. L'intervenant a donc eu le champ libre pour dérouler son propos sans contradiction. De son côté, le formateur du centre, tenu par un strict droit de réserve, n'est pas intervenu pendant l'exposé pour cadrer le débat.

C'est uniquement lors du débriefing, organisé ensuite entre stagiaires et avec l'équipe pédagogique, que le dialogue a pu s'ouvrir. Sans ce temps d'échange essentiel pour prendre du recul, l'effet d'autorité et les réactions naïves de certain·es face au statut de l'intervenant auraient pu laisser ce discours d'intimidation s'installer comme une vérité établie.



LUTTE CONTRE LES NORMES...

Ne pas céder à une attaque des filières industrielles

Les derniers mouvements de « colère agricole » de l'hiver 2024 puis 2025 se sont traduits, contre toute attente, par la naissance d'un mouvement d'opposition aux normes. Cette critique du « trop de normes » semble faire consensus dans tous les syndicats agricoles et a même fini par dépasser le cadre agricole pour devenir une revendication dans de nombreux milieux professionnels. Ce sujet semble aller jusqu'à faire l'unanimité au sein des partis politiques de la gauche à la droite extrême. Mais cette étonnante convergence cache des réalités aux antipodes d'un consensus qui n'est qu'apparent. Xavier Noulhianne nous propose de lever le voile sur le contexte agricole qui a vu naître ce mouvement et qui le fait apparaître sous un jour différent.

Depuis 10 ans, j'ai consacré mes deux principaux textes[1,2] à la question du rôle des normes et des réglementations, de leurs effets dans une société industrielle en m'appuyant sur le contexte agricole. J'avais participé à la naissance du collectif Hors-norme[3], créé par quelques agriculteurs en 2017 suite au choc que fût l'homicide de Jérôme Laronze par la gendarmerie dans le cadre d'un dispositif de contrôle agricole. Lui même en lutte contre l'administration agricole, il refusait d'en appliquer la réglementation, comme il l'avait expliqué dans un texte public (« Chroniques et états d'âmes ruraux »). Lorsqu'en janvier 2024, un mouvement de colère agricole démarre et revendique être en « lutte contre les normes », la plupart de mes camarades ne comprènent donc pas mon manque d'enthousiasme.

Comme souvent dans les mouvements de ces dernières années, les témoignages directs des producteurs font état de la souffrance réelle et vécue d'une mise sous pression normative et administrative. On le constate au moins dans les premiers temps du mouvement, c'est à dire avant que les dirigeants syndicaux, quels qu'ils soient, ne reprennent en main le discours ... qui aboutira à une focalisation sur les normes environnementales pour les uns ou les accords de commerce internationaux – Mercosur – pour les autres. Dans un cas comme dans l'autre, ces revendications ne font que trahir la volonté des filières agricoles de production industrielle de reprendre la main sur les seules normes qui échappent encore à la profession. Dans un cas comme dans l'autre, cette lutte n'aboutira qu'à l'incapacité d'apporter une réponse aux souffrances. Comme c'est le cas dans la plupart des sujets qui touchent à l'agriculture, l'incapacité à lire l'actualité agricole vient d'une méconnaissance de l'histoire agricole du XXè siècle, donc de l'histoire de l'industrialisation de l'alimentation, aussi bien chez les commentateurs que chez les agriculteurs eux-mêmes. J'ai compris, à l'occasion de l'écriture d'un texte publié en 2023, qu'en France, l'agriculture industrielle est le résultat d'une construction législative qui commence en 1938[4] et s'achève en 1966[5] avec la loi sur l'élevage.



Entre ces deux dates, les parlementaires réalisèrent un travail continu, sans interruption malgré les changements de régime, qui fit disparaître tous les anciens modes d'organisation agricole – et avec eux les paysans qui en étaient les représentants – pour les remplacer ex nihilo par une organisation centralisée, bureaucratique, et matérialisée par les administrations agricoles que nous connaissons encore aujourd'hui. L'objectif de ces dernières – rappelé dans tous les textes de loi – est « d'accompagner les agriculteurs dans la voie de l'intensification ». En France, l'industrialisation de l'alimentation et de l'agriculture fut un choix délibéré, pas la conséquence d'une évolution naturelle du marché. La production législative fût d'une telle ampleur – allant jusqu'à légiférer sur l'organisation sociale des campagnes – qu'elle trahit un projet de société plus qu'un simple projet productif. La loi de 1938, qui constitue la fondation du projet d'industrialisation de l'alimentation,

«Le récent mouvement contre les normes trahit une volonté des filières de combattre les seules normes qui leur échappent et sur lesquelles elles n'ont pas de prise.»

est connue sous le nom de « loi des réquisitions » car elle permet à l'État de réquisitionner et d'organiser toute activité économique considérée comme névralgique en cas de conflit. C'est sur cette base légale, jamais démentie depuis, que les gouvernements successifs ont, depuis la fin des années trente, organisé la production alimentaire en France : en ayant le pouvoir de réunir tous les acteurs, privés et publics, dans des marchés structurés par des administrations crées à dessein et gérées par des réglementations et des normes[6]. Cette nouvelle organisation des marchés agricoles par branche d'activité s'appuie sur des filières[7]. Dans la filière porcine, on ne trouve pas que les éleveurs de porcs mais tous les industriels qui, de près ou de loin, interviennent dans la chaîne de production de la viande jusqu'à l'étal du supermarché. Tous les industriels qui participent à ce « marché administré » peuvent bénéficier, comme les agriculteurs, des aides de la PAC. Vous aurez du mal à connaître la part de la PAC qui revient réellement aux agriculteurs ; mais ce mécanisme est d'une telle ampleur qu'il a fait dire aux historiens[8] que le développement de l'industrie agroalimentaire et la grande distribution avaient été financés sur des fonds publics. Une des conséquences directes est que les normes et les réglementations ne sont que des outils de gestion de marché. À savoir qu'une norme environnementale n'a pas pour objectif d'introduire l'écologie dans un marché, mais de gérer un marché avec des arguments écologiques... nuance ! Une norme ne contraint pas le marché, elle y participe, le structure, le renforce. Si bien qu'on peut dire que là où se trouve la norme, se trouve la société industrielle. Dans cette organisation administrative des marchés, ce sont les syndicats professionnels de tous les acteurs des filières – donc pas seulement des agriculteurs – qui sont chargés de produire ces normes depuis les années 50, soit bien avant la PAC de 1992 et l'arrivée des normes environnementales. L'écrasante majorité des normes dont souffrent les agriculteurs sont produites par la profession elle-même, la filière.

Lorsqu'au commencement du mouvement agricole de janvier 2024 s'exprime le ras-le-bol normatif, cela concerne l'accumulation de toutes les normes, sans distinction. Mais celles produites par les filières ne sont jamais citées explicitement, car il faudrait que nous, les agriculteurs, connaissions bien l'histoire de notre propre industrialisation. Ce n'est pas le cas, et donc, dès que la parole est récupérée par les syndicats, l'accent est mis uniquement sur les normes européennes et sur les normes environnementales, qui sont les seules qui échappent encore à la profession. Car les syndicats soutiennent toutes les autres normes, qui sont à l'origine du ras-le-bol général. Ce qui fait que l'on peut se retrouver avec un syndicat qui s'oppose aux abattages de bovins testés positifs à la tuberculose, mais qui finit toujours par accepter l'abattage pour que la filière ne perde pas son droit à vendre sur les marchés internationaux[9] ! Le récent mouvement contre les normes trahit une volonté des filières de combattre les seules normes qui leur échappent et sur lesquelles elles n'ont pas de prise. C'est d'ailleurs cette position que l'on trouvait déjà dans un rapport sénatorial intitulé « Normes agricoles : retrouver le chemin du bon sens ». Datant de 2016[10], il faisait l'éloge de l'organisation de l'alimentation depuis les années 50, celle des filières, pour finalement ne déplorer que les normes environnementales. Quant au Mercosur, si vous m'avez un peu suivi, il s'agirait de protéger nos filières industrielles françaises, et leurs « bonnes normes », contre les filières industrielles étrangères et leurs « mauvaises normes »... je laisse ce combat-là à d'autres, probablement ceux qui continuent à vouloir alimenter les filières.

Xavier Noulhianne
Eleveur Berger dans le Lot-et-garonne
Octobre 2026

Notes:
(1) *Le ménages des champs*, Editions du bout de la ville, 2016.
(2) *Des officines de l'agriculture normalisée au «Quai de Trivy» : les conséquences concrètes d'une économie de réquisition, dans Réinventer le pastoralisme* A. Bertrand, A. Blondeau, D. Taurisson, Belin Major, 2023.
(3) Hugues Berger, *Adieu Veau, vache, cochon, couvée*, Le monde à l'envers, 2026
(4) Loi du 11 juillet 1938, *Sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre*, JORF du 13 juillet 1938.
(5) Loi 66-1005, *Sur l'élevage* du 28 décembre 1966, JORF no 299 du 29 décembre 1966.
(6) Art. 28 à 30 de la loi 60-808, *D'orientation agricole* du 5 août 1960, JORF du 7 août 1960.
(7) P. Lelong, R. De Wilde, *Que sais-je ? Les marchés agricoles*, PUF, 1979 (1re édition en 1970).
(8) M.Gervais, M.Jollivet, Y.Tavernier, *Histoire de la France rurale* T.4 Depuis 1914, Seuil, 1977.
(9) C. St Pierre, *Tuberculose bovine: les éleveurs se disent victimes du principe de précaution*, La Dépêche 28/01/2015.
(10) Rapport d'information no 733, Session ordinaire 2015-2016, *Commission des affaires économiques, groupe de travail « Normes agricoles »*, par D Dubois.

Dans ce numéro spécial consacré à l'antifascisme agricole, Correspondances Paysannes a cherché à mettre en avant la condition et les luttes des ouvriers et ouvrières agricoles étrangers.

Il nous semble crucial de développer un contre-discours médiatique face au racisme qui suinte jusque dans nos luttes. Cet hiver, lors des blocages contre les abattages de la DNC, on a trop entendu des phrases de ce genre : « pourquoi toute la police nous réprime et laisse faire les délinquants dans les banlieues ? ». Les étrangers sont les boucs émissaires commodes de l'extrême droite, qui détourne ainsi la colère des véritables responsables de la misère agricole : l'agro-industrie et la grande distribution, qui accumulent tous les profits.

Ces articles nous semblent aussi cruciaux pour casser le corporatisme, que nous considérons comme l'expression principale du fascisme dans le milieu agricole. L'exploitation des ouvriers agricoles étrangers dans l'agro-capitalisme montre bien que l'idée d'un intérêt commun à toute la profession agricole est un mensonge. C'est grâce à l'exploitation des ouvriers étrangers que les agro-industriels marginalisent les petits exploitants. Aucun paysan ne peut être compétitif face à une exploitation qui confine à la traite. En filigrane, le dossier veut montrer le potentiel objectif d'une convergence des luttes entre paysans et ouvriers agricoles immigrés.

Finalement, ces articles cherchent à mettre en avant la force des résistances ouvrières agricoles étrangères. Confrontées au racisme systémique, les luttes des travailleurs et travailleuses immigrés n'ont d'autre choix que d'inventer de nouvelles formes de stratégie. Soutenir leur émancipation, notamment par accès à la terre, doit être au cœur de notre projet.

LES CUMULARDS DE LA PLAINE DE CRAU

Pour bouffer les paysans, rien de mieux que l'exploitation

Correspondances Paysannes vous propose le portrait de trois agro-industriels de la plaine de Crau et du pays d'Arles, qui collaborent au sein d'une même CUMA[1]. Ils incarnent parfaitement les méthodes mises en place par les cumulards pour bâtir leurs empires, en combinant toutes les stratégies de prédation : accaparement foncier, optimisation fiscale, exploitation de la main-d'œuvre détachée et pratiques environnementales dévastatrices.

Didier Cornille, président de la CUMA des Saladelles, est l'heureux propriétaire de 2 800 hectares – soit 76 fois la moyenne des exploitations du secteur horticole dans la région. Le « roi des salades » s'est spécialisé dans la vente de produits conditionnés et ensachés au travers de sa marque Reveny, mais se livre aussi directement à la grande distribution, comme chez Lidl, Leclerc, Intermarché et Super U. **Peut-être est-il temps de révéler aux consommateurs ce qui se passe derrière leurs salades ?**

Pour réussir à construire cet empire, il a dû contourner la SAFER. Pour ce faire, il a monté un labyrinthe de vingt sociétés (holdings, exploitations, groupements fonciers et SCI) qui lui permet d'acheter des terres en plusieurs fois sans déclencher les contrôles, d'optimiser ses impôts et de toucher plus de subventions. Pour donner un ordre de grandeur, à elle seule, l'entreprise Reveny a encaissé 330 830,25 € d'aides de la PAC en 2024[2].

Pour s'assurer une main d'œuvre corvéable à merci, Cornille est devenu un très bon client des géants du travail détaché espagnol Terra Fecundis. En plus de payer ses salariés sous le SMIC, il les héberge dans des logements insalubres. Ces conditions de travail indignes ont valu à Cornille une fermeture administrative en 2020 et une procédure judiciaire en cours pour traite d'êtres humains et soumission de personnes vulnérables. Mais il semble qu'exploiter les humains ne lui suffise pas. Alors pour optimiser la rentabilité de ses entreprises, Cornille n'hésite pas à brûler les plastiques agricoles à ciel ouvert, épandre des boues urbaines et même à utiliser des pesticides interdits. Une plainte de France Nature Environnement est en cours, et d'autres procédures pénales sont engagées contre lui. En février 2022, le tribunal de Tarascon l'a reconnu coupable de violences sur des journalistes d'Envoyé Spécial et l'a condamné à 1 000 euros d'amende. Et surtout, en janvier 2026, il a été jugé pour trafic de pesticides interdits — et de la prison ferme a été requise contre lui.

Mais si Cornille est particulièrement exposé, c'est moins le cas de ses associés de la CUMA des Saladelles, Berlhe et Perez, eux aussi de parfaits cumulards. Avec sa SCEA des Sansouires, Frédéric Berlhe gère près de 1 300 hectares et s'est taillé une réputation de numéro un français du melon, un titre qu'il doit autant à sa surface qu'à ses méthodes. Pour protéger les 10 000 tonnes de melons en monoculture qu'il produit chaque année, il lui fallait des pesticides bien toxiques. Les produits autorisés en France n'étant apparemment pas suffisants, il est allé chercher ailleurs des produits interdits. Rattrapées par le tribunal de Marseille, trois tonnes et demie de produits illicites ont ainsi été saisies lors des perquisitions dans son exploitation. Il a été condamné à un an de prison avec sursis et à 80 000 euros d'amende (dont 40 000 avec sursis) pour importation et utilisation de produits phytosanitaires interdits. Berlhe a un rapport particulier à la nature, qu'il a l'air de considérer comme une décharge personnelle. Au lieu de se débarrasser convenablement de ses déchets, il décide lui aussi de brûler son plastique à ciel ouvert. Il est aussi connu pour benner à la



Steinlen, 1894, *Le grand propriétaire et ses terres*

Les données sur les subventions accordées par la PAC aux cumulards sont issues du nouvel outil mis sur pied par Les Soulèvements de la terre pour suivre les subventions, ferme par ferme.

Retrouvez vous aussi les cumulards de votre région sur : HTTPS://PAC.LESSOULEVEMENTSDELATERRE.ORG/.

tractopelle ses plastiques usagés directement dans le Rhône. Et tout cela est largement subventionné par la PAC : plus de 100 000 € en 2025, dont plus de la moitié au nom du « développement durable ».

Si Cornille se spécialise dans l'exploitation de la nature, Perez, lui, semble se dédier à l'exploitation du genre humain. Avec son épouse Anne, ils étaient les responsables français de Terra Fecundis, la société espagnole au cœur du système du travail détaché qui a permis à tant d'agro-industriels de s'enrichir en exploitant des travailleurs étrangers hors du droit du travail français. Leur domicile servait même de bureau à l'entreprise. Le 7 juillet 2011, leur machine bien rodée d'exploitation prend une tournure encore plus dramatique. Ce jour-là, Elio Maldonado, ouvrier agricole équatorien de 32 ans, s'effondre de déshydratation dans une serre du Domaine des Sources, la ferme des Perez à Maillane. Il n'a pas eu la possibilité de boire depuis plusieurs heures. Ses responsables n'appellent pas les secours pendant une heure et demie. Il décède à l'hôpital. Mais grâce aux magouilles juridiques que le travail détaché permet, les Perez s'en sortent aujourd'hui sans conséquence. Car si Elio Maldonado est décédé sur leur ferme, les exploitants n'étaient que la société utilisatrice de la prestation, et c'est Terra Fecundis qui l'embauchait officiellement. Julian Perez a été relaxé en 2020 par le tribunal de Tarascon. La famille d'Elio Maldonado a fait appel. Mais pendant ce temps, les Perez continuent. Ils ont écopé, avec Terra Fecundis, d'une procédure pour fraude à la sécurité sociale de 112 millions d'euros, pour travail dissimulé en bande organisée, marchandage et blanchiment. Malgré ce jugement, le Domaine des Sources a continué à être certifié par le label mondial Global G.A.P., garantissant des « bonnes pratiques agricole s» et des « conditions de travail décentes ». Il continue aussi de recevoir les subventions de la PAC – 80 64€ en 2025. La grande distribution — dont Lidl, Leclerc et Intermarché — peut continuer à s'abriter derrière ce label pour se donner bonne conscience.

Note :
(1) CUMA: Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole. Il s'agit d'une société coopérative agricole française qui permet à des agriculteurs de mettre en commun du matériel et des moyens de production.
(2) Les données sur les subventions accordées par la PAC aux cumulards présentés sont issues du nouvel outil mis sur pied par Les Soulèvements de la Terre pour suivre les subventions, ferme par ferme. Retrouvez vous aussi les cumulards de votre région sur https://pac.lessoulevementsdelaterre.org/.

Pour aller plus loin :
Ces trois portraits ont profité du travail d'investigation du journal local l'Arlésienne https://larlesienne.info/.
Pour en savoir plus sur ces gros cumulards et leur système, lire « Didier Cornille, l'ogre de l'agro-industrie du pays d'Arles. et soutenez la presse locale».

SANS CES OUVRIERS ÉTRANGERS

pas de melons, de tomates et de salades à bas prix sur nos étals

Entretien avec le CODETRAS (Collectif de Défense des Travailleurs Saisonniers), un collectif de défense des ouvriers et ouvrières agricoles étrangers, particulièrement présent en Provence. Constitué principalement de syndicalistes, de journalistes et de chercheurs français, il accomplit un travail crucial de défense de la condition ouvrière immigrée, trop souvent invisible — jusque dans les tribunaux.

***Correspondances Paysannes :* Est-ce que vous pourriez présenter le CODETRAS ?**

CODETRAS : l'histoire du collectif commence au début des années 2000, quand des militants agricoles de Provence, notamment au sein de la coopérative agricole de Longo Maï, prennent conscience, au cours d'un voyage d'enquête, de l'importance du travail des ouvriers étrangers dans l'agriculture intensive du sud de l'Espagne. Mais très vite, ils réalisent que cette réalité existe aussi tout près de chez eux, en France, dans la plaine de Crau. C'est à ce moment-là que se constitue le CODETRAS. Le collectif réunit principalement des Français issus du syndicalisme, du monde académique, du journalisme, ainsi que des ouvriers agricoles.

***Correspondances Paysannes :* Quel est le travail du collectif ?**

CODETRAS : notre travail au quotidien est d'abord rythmé par notre permanence hebdomadaire. Tous les samedis à Arles, on organise un café d'accès au droit pour répondre au besoin le plus constamment évoqué par les ouvriers étrangers. Être là toutes les semaines, c'est crucial pour construire un lien de confiance, même si cela implique un effort de régularité. On a aussi des numéros de téléphone sur lesquels nous tentons d'être le plus réactif possible. Et en plus, par le bouche-à-oreille et au fil des interactions, on a construit un réseau qui nous permet de rester au fait des conditions de travail dans la région. Cette permanence, c'est donc vraiment notre priorité. Notre deuxième axe de travail, il est dans les tribunaux : on mène régulièrement des procès pour faire reconnaître les droits des ouvriers et des ouvrières agricoles étrangers.

***Correspondances Paysannes :* sur quoi ces procès ont-ils porté ?**

CODETRAS : Ça a évolué au fil de la transformation des formes juridiques du travail ouvrier étranger. Dans les années 2000, la principale forme était les contrats OMI, qui tirent leur nom de l'administration d'État française qui les gère, l'Office des Migrations Internationales. C'est un contrat réservé aux travailleurs étrangers, qui les soustrait aux protections dont bénéficient les salariés français : payés en dessous du SMIC, parfois 3 ou 4 € de l'heure, sans allocation chômage en fin de contrat ni prime d'ancienneté. Ils n'ont pas non plus accès aux protections des salariés résidents : ni au regroupement familial, ni à un titre de séjour dont la durée s'allonge au fil des années. Ce contrat est défini comme saisonnier, pour une durée maximale de six mois. Sauf que, dans les faits, les gens étaient souvent employés huit mois dans l'année, et parfois plus de vingt ans de suite sur les mêmes exploitations, jusqu'à effectuer des travaux d'ouvriers qualifiés.

Avec les ouvriers et les ouvrières concernés, on a lutté pour faire requalifier ces contrats OMI en CDI, avec les droits qui vont avec, et les accompagner jusqu'à l'obtention de titres de séjour. On a monté des dossiers juridiques, en rassemblant toutes leurs preuves d'emploi. On a ensuite monté un gros dossier, et début décembre 2008, la préfecture des Bouches-du-Rhône s'est engagée à régulariser 400 saisonniers pouvant justifier d'au moins dix contrats consécutifs de huit mois. Ça a fait jurisprudence et a rendu bien plus difficile l'emploi de travailleurs OMI pour remplacer des CDI. Finalement, cette lutte a mené à la régulation de plus de 1200 ouvriers et ouvrières marocains et tunisiens. Ça a eu pour conséquence l'effondrement du nombre de contrats OMI entre 2005 et 2010.

Mais le contrecoup de cette victoire a été rude. Le procès avait été épuisant et nos forces militantes s'en sont ressenties. Les entreprises, elles, se sont vite arrangées pour faire évoluer leurs pratiques : les contrats OMI ont été de plus en plus remplacés par du travail détaché.

***Correspondances Paysannes :* qu'est-ce que le travail détaché et comment cette évolution a-t-elle affecté la lutte des ouvriers et ouvrières agricoles étrangers ?**



CODETRAS : avec le travail détaché, ce n'est plus l'OMI qui organise la mise à disposition des ouvriers étrangers dans les fermes, mais des entreprises intermédiaires, généralement immatriculées à l'étranger, comme Laboral Terra et Terra Fecundis, en Espagne. Dans ce cadre, les ouvriers ne sont plus embauchés par les fermes : ils deviennent intérimaires. Et comme souvent pour les intérimaires, c'est l'occasion pour les entreprises de flexibiliser le travail. Ils changent de ferme d'un jour à l'autre, sans minimum d'heures ni de salaire garanti. Ils sont mis en attente dans des lieux de transit insalubres, sans savoir quand ils retrouveront du travail.

De plus, le travail détaché brouille le rapport d'exploitation. Avec les contrats OMI, les liens entre employeurs et ouvriers restaient relativement directs. Même si l'OMI faisait office d'intermédiaire, le contrat était passé entre un ouvrier et un patron, ce qui nous a aidé à établir la responsabilité des patrons dans l'exploitation. Dans le travail détaché, en revanche, un intermédiaire s'intercale entre les deux, qui concentre les responsabilités, gère les contrats et la sécurité sociale, tout en restant loin du rapport réel d'exploitation.

Face à ce système, nous nous sommes battus pour faire reconnaître la responsabilité des véritables employeurs dans l'exploitation du travail détaché, notamment avec le cas emblématique de Yasmine Tellal, qui a accepté de témoigner à visage découvert à propos des violence qu'elle a subies. Sur ce cas, les gérants de Laboral Terra ont finalement été reconnus coupables de travail dissimulé en 2023, mais Yasmine n'a toujours pas perçu leurs indemnisations parce que l'entreprise s'est déclarée en liquidation judiciaire. Pareil pour Terra Fecundis : on vient de gagner le procès contre eux en juillet 2026, mais encore une fois, la société a été placée en liquidation judiciaire. On espère que les ouvriers pourront être dédommagés.

Correspondances Paysannes : **est-ce que la fermeture de ces grosses entreprises va aussi faire évoluer les pratiques des employeurs ?**

CODETRAS : c'est la question qu'on se pose aujourd'hui : Les patrons sont très outillés pour trouver des alternatives. Aujourd'hui, ils semblent éviter les grosses boîtes et multiplier plutôt les contrats, les entreprises et les canaux de recrutement, histoire de contourner les gros procès — d'autant que l'inspection du travail dispose d'effectifs très réduits et ne peut pas être partout. Sinon, on commence à voir une recrudescence des contrats OMI. Cette dynamique montre que la résistance judiciaire, aussi importante soit-elle pour gagner des victoires concrètes, sera toujours suivie d'une adaptation de la part des exploiteurs, du moment qu'il existe une main-d'œuvre étrangère exploitable. Il faut donc qu'on développe un discours radical portant sur l'abrogation du droit des étrangers.

Correspondances Paysannes : **quelles sont vos perspectives au-delà de ces luttes judiciaires ?**

CODETRAS : D'abord, il est important d'accompagner ces luttes concrètes par la construction d'un contre-récit sur l'immigration et le travail agricole étranger. Le travail des ouvriers immigrés agricoles est la preuve de l'inversion de réalité que porte l'extrême droite. Les étrangers ne viennent pas en France profiter d'on ne sait quelle manne financière. Ils sont systématiquement exploités, payés sous le SMIC, privés de droits, corvéables à merci. Et cette exploitation ne profite pas qu'à quelques patrons sans scrupules : elle soutient des secteurs entiers de l'économie, à commencer par l'horticulture intensive. Sans ces ouvriers étrangers, pas de melons, de tomates et de salades à bas prix sur nos étals.

Malgré les efforts du droit et des patrons pour empêcher la stabilisation des ouvriers étrangers, la demande de travail de l'horticulture intensive est constante et les mêmes ouvriers sont rappelés année après année. Ça permet aux ouvriers de créer des liens de confiance et de s'organiser au fil des ans. Par exemple, ces dernières années, les ouvriers équatoriens s'installent de plus en plus en Provence. Ils ont mis sur pied une association, *Latinos Sin Fronteras*, qui a monté une permanence juridique, un podcast, et ménage des temps de socialisation. Soutenir ces dynamiques d'auto-organisation des ouvriers et ouvrières agricoles étrangers est essentiel.

Pour aller plus loin :
Un podcast de Blast, avec la participation de plusieurs membres du CODETRAS: https://www.blast-info.fr/podcasts/travailleurs-detaches-les-dessous-dune-exploitation-fMsrQ0U-TK2vxYM-aitI2g.

ASSOCIATION A4

La relève paysanne n'a pas de frontières

Face au racisme, à l'exploitation des travailleurs migrants et à la disparition des savoirs paysans, l'association A4 entend faire de l'agriculture un terrain de lutte et d'émancipation. Créée en 2022 par des personnes issues de différents parcours migratoires, elle travaille à construire des ponts entre les villes et les campagnes, à faciliter l'accès aux métiers agricoles et à expérimenter des semences paysannes. Avec une conviction : les personnes migrantes ne viennent pas seulement travailler dans les champs français. Elles portent aussi des connaissances et des pratiques dont l'agriculture pourrait avoir besoin pour affronter les bouleversements climatiques. Entretien.

Correspondances paysannes : Comment est née l'association A4 ?

A4 : On était plusieurs à se connaître bien avant la création d'A4. Chacun avait ses idées, ses projets, militait dans différents collectifs. Mais on s'est dit qu'il valait mieux se mettre ensemble, essayer de construire un objectif commun. On ne vient pas des mêmes pays, on n'a pas la même éducation, pas forcément les mêmes visions. Mais ce qui nous réunit, c'est d'être des immigrés dans un pays occidental.

Certains d'entre nous avaient fréquenté beaucoup de collectifs et d'associations créés par des personnes blanches, sans toujours y trouver leur place. Souvent, les gens font des choses avec toi, mais sans toi. Pourtant, c'est nous qui connaissons nos problèmes. On s'est donc dit qu'il fallait se mettre ensemble et construire nos propres solutions.

Pendant le Covid, on a aussi vu les difficultés rencontrées par les travailleurs migrants : l'accès au logement, aux droits, aux aides. On ne voulait plus être simplement des bénéficiaires, mais devenir acteurs. Après plusieurs années de rencontres et de discussions, on a officiellement créé l'association en 2022.

Correspondances Paysannes : Quelles sont les principales luttes qui vous réunissent aujourd'hui ?

A4 : Une des premières choses qu'on a constatées, c'est qu'on est souvent forcés de travailler dans des métiers qu'on n'aime pas. Beaucoup de migrants sont agriculteurs ou éleveurs dans leur pays d'origine, mais une fois arrivés en France, ils se retrouvent dans le BTP, la restauration ou le ménage.

Moi, je suis Malien. J'ai beaucoup enquêté dans les foyers de travailleurs migrants, auprès des anciens qui ont aujourd'hui 65, 70 ou 80 ans. Beaucoup ont passé leur vie dans le bâtiment, se sont cassé le dos et ne peuvent même pas retourner vivre au pays, notamment à cause des contraintes liées à leur retraite. Et les métiers qu'ils ont exercés ici, ils ne peuvent pas forcément les exercer là-bas.

On ne voulait pas que ce qui est arrivé à nos aînés nous arrive aussi. C'est pour ça que je me suis lancé dans l'agriculture. Pourtant, moi, je viens de Bamako, je n'avais jamais fait d'agriculture ! Mais je voulais me former ici, avoir un projet, pouvoir aussi m'installer au Mali plus tard. Pas simplement travailler pour des miettes et finir avec le corps cassé.

L'autre objectif, c'est de créer des liens entre la ville et la campagne. Beaucoup de personnes migrantes vivent dans les grandes villes, parce qu'elles y retrouvent des compatriotes et du travail. Mais certaines aimeraient travailler dans l'agriculture. Il y a la barrière de la langue, la méconnaissance du monde rural, et puis la peur du racisme. Notre travail, c'est aussi de faire tomber ces barrières, de créer des rencontres avec des paysans, de permettre des stages, des formations, des emplois.

Correspondances Paysannes : Dans le contexte actuel de montée du racisme et de l'extrême droite, comment vivez-vous cette situation ?

Aujourd'hui, dans les médias, on présente souvent les migrants comme des voleurs, des violeurs, des gens qui viennent poser des problèmes. On ne parle presque jamais de ce qu'ils apportent à la société française. Pourtant, les migrations ne datent pas d'aujourd'hui. Après la Seconde Guerre mondiale, beaucoup de travailleurs immigrés ont participé à la reconstruction de la France. Mais cette contribution, on ne la reconnaît pas.



Nous, on vit le racisme au quotidien, sous différentes formes. C'est pour ça qu'on veut raconter nous-mêmes nos histoires. Parce qu'à chaque fois, ce sont les autres qui parlent de nous. On a décidé de parler en notre propre nom, pour décoller toutes les étiquettes qu'on nous colle.

Il y a aussi cette manière de parler des « sans-papiers ». Chaque migrant a des papiers dans son pays. Mais ici, on dit « sans-papiers », comme si la personne n'existait même pas. On oublie sa dignité, son histoire, les raisons pour lesquelles elle a dû partir : les guerres, les changements climatiques, les situations politiques dans son pays.

Dans le monde agricole, on entend aussi parler du « grand remplacement ». Comme si on venait remplacer les agriculteurs français. Mais ce n'est pas du tout notre objectif. Quand on rencontre des agriculteurs, beaucoup nous disent que leurs enfants ne veulent pas reprendre leur métier. Il y a un vide. Pourquoi ne pourrait-on pas contribuer à le combler ?

On sait que ce sera difficile. On sait qu'on rencontrera du racisme et des injustices. Mais c'est justement pour ça qu'on appelle ça une lutte. On ne vient pas demander une faveur. On veut construire quelque chose. Peut-être que nous allons commencer et que ce sont les enfants qui viendront après nous qui termineront. Mais on ne va pas laisser le racisme nous empêcher d'avancer.

Correspondances Paysannes : Vous souhaitez aussi rendre visibles les conditions d'exploitation des travailleurs migrants dans l'agriculture. Pourquoi ?

A4 : Dans certaines exploitations agricoles, des travailleurs venus d'Amérique du Sud ou d'ailleurs vivent dans des conditions très difficiles. Ils sont exploités, parfois isolés dans les fermes, sans possibilité de rencontrer d'autres personnes ou de faire valoir leurs droits.

Nous voulons travailler sur ces situations, accompagner les personnes concernées, faire de la médiation et mettre à leur disposition des outils juridiques d'autodéfense. Il faut qu'elles puissent connaître leurs droits et se défendre face aux injustices.

Et ce combat ne s'arrête pas aux frontières françaises. On est allés rencontrer des collectifs en Italie et à Barcelone, pour échanger avec des personnes immigrées qui subissent les mêmes conditions de travail. Ce n'est pas toujours facile, parce que beaucoup ont peur de leur patron, peur

de parler. Mais on a besoin de transmettre nos expériences et de construire des solidarités au-delà des frontières.

Correspondances Paysannes : Vous portez aujourd'hui un projet de ferme collective. Qu'aimeriez-vous y développer ?

On cherche à acquérir une ferme qui puisse devenir un lieu de formation, d'accueil et d'expérimentation. Un espace où des personnes réfugiées, des familles, des personnes qui subissent le racisme puissent se retrouver, se former, mais aussi partager leurs cultures et leurs compétences.

On veut notamment y expérimenter des semences paysannes venues de différents endroits du monde. Aujourd'hui, on manque d'espace pour mener ces expérimentations. On a lancé une cagnotte pour acheter cette ferme, mais il nous reste encore une partie du financement à réunir.

On travaille aussi avec d'autres organisations, comme Terre de Liens, les Soulèvements de la Terre ou l'Atelier Paysan, qui nous accompagnent sur la formation. Et on cherche à développer des réseaux internationaux, notamment autour de la défense des semences paysannes, parce qu'elles sont menacées partout dans le monde.

Correspondances Paysannes : Vous insistez beaucoup sur les savoirs que les personnes migrantes peuvent apporter à l'agriculture française. Qu'est-ce que vous entendez par là ?

Il y a une chose qu'on essaie toujours d'expliquer : quelqu'un qui n'a pas été à l'école, qui ne sait pas écrire ou qui ne parle pas français, ça ne veut pas dire qu'il est bête.

Nous avons des savoir-faire qui se transmettent de père en fils depuis des générations. Il y a des gens qui connaissent des graines qui résistent à la chaleur, qui peuvent pousser avec très peu d'eau, sans avoir besoin de beaucoup d'intrants. Il y a des manières de cultiver qu'on n'a jamais apprises à l'école. Ce sont nos parents qui nous les ont transmises.

Ici, beaucoup de ces savoirs anciens sont en train de disparaître. Mais nous, on en possède encore. Et si on se donne la main, si on arrive à transmettre ces connaissances, peut-être qu'elles pourront aider l'agriculture française à affronter ce qui arrive avec le changement climatique.

Le problème, c'est que ces savoirs commencent aussi à disparaître en Afrique. Les semences industrielles et les engrais prennent de plus en plus de place. Pourtant, en Afrique, en Inde, au Pakistan, dans beaucoup d'endroits du monde, il y a encore des personnes qui maîtrisent ces pratiques.

Vous pouvez rencontrer un Africain qui n'a jamais été à l'école, mais qui sait exactement à quel moment planter ses graines, à quel moment récolter, comment cultiver avec peu d'eau. **Ça, c'est un savoir.** Mais si vous le considérez comme un ignorant parce qu'il ne sait pas parler français, vous passez complètement à côté de ce qu'il peut apporter.

Pourtant, le changement climatique concerne tout le monde. On va avoir besoin des contributions de tous les pays, de toutes les expériences. Nous voulons expérimenter ces semences avec les paysans français, voir comment ils peuvent se les approprier, les adapter à leurs terres et à leurs conditions de culture.

Il ne s'agit pas d'opposer les savoirs des uns à ceux des autres. Il s'agit de travailler ensemble. Nous voulons devenir des acteurs de la société, contribuer à faire évoluer l'agriculture et lutter contre les oppressions que nous subissons. Nous avons aussi quelque chose à apporter aux paysans français.

Seid Adoum et Mamadou Camara pour l'association A4

Pour aller plus loin :
Lien vers la cagnotte pour les aider à financer la ferme des Marcoussis : https://www.helloasso.com/associations/association-accueil-agricole-et-artisanal-a4



Illustration de l'article de la page suivante.

« ON NE PEUT PAS ATTENDRE QUE L'ÉTAT FRANÇAIS NOUS RÉGULARISE »

Rencontre avec le collectif d'agriculteurs migrants de Rennes

Cet article a été écrit suite à une discussion ayant eu lieu début septembre 2026 avec trois membres du collectif d'agriculteurs migrants de Rennes: Cassiry, Alvaro et David. Il nous tenait à coeur de transmettre leur histoire par les vécus racistes en campagne dont elle témoigne, ce qu'elle vient questionner dans les projets de socialisation de l'alimentation et, plus largement, dans la paysannerie en France, l'accès à la terre ou la liberté de circuler.

Le collectif d'agriculteurs migrants de Rennes s'est formé en février 2025 autour de l'envie commune à une dizaine de personnes migrantes, pour la plupart « sans-papiers », principalement originaire d'Afrique Subsaharienne, de cultiver des terres. David, comme la plupart des membres du collectif, s'approvisionne dans les structures d'aide alimentaire depuis son arrivée en France en juillet 2024. Il raconte : « je pesais 95kg à mon arrivée et je suis passé à 103kg en quelques mois, les aliments n'étaient pas bons. Les Restos du Coeur récupèrent ce qui vient des grosses multinationale. La quasi totalité de ce qu'on mange en Afrique, c'est bio, ça vient de la terre, le luxe c'est d'acheter des produits européens importés, mais ils sont empoisonnés », finit-il en rigolant. L'alimentation saine a une place centrale pour eux: « c'est ce qu'on mange qui nous fait vivre. Si tu manges mal, tu vis mal, tu meurs mal ». « Pour manger sain, faut trouver de bons aliments, sans pesticides, c'est ça qui nous a amené à produire ». Ils décrivent aussi le sentiment de vide dans lequel l'Etat français les maintient en tant que sans-papiers : « rester, manger, boire, mais on ne fait rien ici, on ne s'occupe pas ». Par ailleurs, de nombreux membres du collectif viennent de milieux paysans où l'agriculture de subsistance était centrale. « On avait très envie de revenir à ce qu'on connaît, à la terre. En Afrique noire, la terre nous appelle toujours, on revient toujours à la ferme ».

A l'hiver 2024, ils ont ainsi fait part à leur réseau à Rennes de leur envie d'accéder à des terres. Des assos les ont aidés et, en février 2025, ils ont été mis en lien, par Campagnes Solidaires, avec une paysanne proche de Rennes, qui leur a prêté 1ha sur une parcelle qu'elle ne cultivait pas. Dès la première semaine, ils se sont mis à travailler la terre, ont récupéré petit à petit des semences, des outils, principalement par des dons. Ils ont pu cultiver toute la saison, de manière désordonnée, sans trop de planification. Mais mis à part le mildiou sur leurs tomates, toutes leurs cultures ont fonctionné.
Sur le chemin vers la ferme, ils passaient tous les jours, ou presque, devant les maisons de quelques voisins. L'un d'eux leur a interdit de passer devant chez lui « car on était noirs » et les a menacés avec une arme. « On a dû changer l'accès à la parcelle pour ne plus passer devant chez lui ». D'autres les regardaient de travers ou de derrière leurs rideaux, n'osant pas les approcher. « Ils n'ont jamais dû voir de gens de couleur de leur vie », affirme David. Comme en France pas de papiers signifie pas de permis, ils rejoignaient la ferme en transports en commun et à pied, puis repartaient avec les récoltes (parfois plusieurs dizaines de kg) de la même manière, parfois avec l'aide de quelques voisins.

Leur production servait à la fois à fournir des produits de qualité aux membres du collectif, mais aussi à approvisionner les structures d'aide alimentaire, desquelles ils dépendent toujours, en légumes frais, bio et gratuits. Oui, gratuits ! Le collectif l'affirme comme principe. « C'est grâce à un don qu'on existe ». Leurs salades ont été livrées au parc de Maurepas, où des dizaines de familles migrantes dormaient. Leurs courges, choux et blettes, aux restos du Coeur et au Secours Populaire à Rennes, les poireaux et patates aux Restos du Coeur de Mellesse. On entend souvent parler de SSA[1], dont les expérimentations officielles nécessitent souvent des financements publics pour fonctionner. Or cette expérience est un magnifique exemple de socialisation de l'alimentation par le bas, par l'action des personnes premièrement concernées par la précarité alimentaire, et qui vient réduire la dépendance aux surproductions de l'agro-industrie (dont les dons défiscalisés aux associations d'aide alimentaire permettent d'accroitre la rentabilité[2]).

Malheureusement, cette expérience a dû brutalement s'arrêter par décision de la paysanne qui prêtait sa parcelle. Pendant plusieurs mois, le collectif était à nouveau sans terres, ce qui rendait impossible la préparation optimale de la saison suivante, l'accès à une alimentation de qualité et la livraison aux collectifs habituels. Après la rencontre avec de nouveaux groupes engagés sur

les questions paysannes et d'accès à l'alimentation, une journée de rencontre publique a eu lieu à la ferme en Cavale, en banlieue rennaise. Après un chantier collectif, des personnes du R2R[3], des greniers des Soulèvements de la Terre[4], de la Conf' Paysanne 35, des Dingueries de la terre[5] et d'A4[6] ont pu échanger autour des questions paysannes et coloniales. Après quelques discussions et plusieurs numéros échangés, 3 jours plus tard, deux paysans acceptaient de prêter 1 ha de terrain.

C'était reparti pour un tour ! En quelques jours, le collectif s'est mis à préparer et cultiver la parcelle tout en apprenant à connaître un peu mieux Domingo et Pierre-Yves, les paysans qui leur prêtaient les terres. Puisque c'était au mois de juin, l'organisation de la saison était difficile, mais le collectif avait envie de tester de nouvelles choses. En effet, après s'être rendus compte que certains produits donnés (comme les courgettes) étaient très peu consommés par les familles bénéficiaires parce qu'elles n'entrent pas dans leurs habitudes culinaires et culturelles, ils ont choisi de cultiver ce que leur communauté consomme. Ils rendent ainsi accessible ces produits aux personnes qui n'ont pas les moyens d'en acheter dans des épiceries spécialisées, qui les importent ou margent fortement dessus.

Ils ont notamment planté du gombo, du manioc, de l'ail, du gingembre, et cherchent à acquérir de nouvelles semences africaines pour réaliser de nouveaux tests de culture. Les résultats sont plutôt satisfaisants, les cultures s'adaptent bien aux conditions locales.
Quant à la suite, le collectif affirme vouloir «s'étendre comme un champignon». Ils désirent être plus nombreux sur Rennes à cultiver des terres et cherchent à motiver des personnes migrantes à rejoindre le projet. Ils cherchent également d'autres terres où cultiver pour pouvoir diversifier leurs activités et, pourquoi pas, inclure de l'élevage. Ils veulent aussi « se relier à d'autres agriculteurs migrants dans d'autres territoires pour partager des expériences, des savoirs et pour faire ensemble aussi, car comme le dit un proverbe bassa, « une main n'emballe pas le colis ». Ils sont notamment à la recherche de semences d'Afrique subsaharienne et aimeraient se mettre en réseau avec d'autres personnes pour échanger et multiplier des semences. Ils envisagent aussi de réaliser un film sur leur collectif pour mieux le faire connaitre, partager leur projet et inspirer d'autres personnes.

«On ne peut pas attendre que l'Etat français nous régularise», ajoutent-ils. Ils se débrouillent donc sans son aide, et contournent même les obstacles que le droit met en travers de leur chemin.

Leur exemple vient bousculer la vision de ce que doit être la paysannerie, notamment quand elle reste soumise au cadre imposé par l'Etat. Quand celui-ci décide que certaines personnes sont hors-cadre (car « sans-papiers » par exemple) et que ces dernières parviennent tout de même à s'installer, à produire, non pas pour nourrir un public de niche mais pour se nourrir elles-mêmes et celles et ceux qui en ont le plus besoin, l'exemple est puissant. Et quand elles trouvent des solutions très concrètes pour rendre accessible l'agriculture sans intrants chimiques à des personnes précaires et migrantes, sans chercher à assimiler l'alimentation de ces personnes mais en s'adaptant à leurs cultures pour produire ici ce qu'elles consomment et réduire l'importation de ces produits, l'exemple est encore plus puissant. La paysannerie française est en crise, et cette crise s'aggrave d'année en année. Quand on affirme qu'il faut installer 1 million de paysans, que faut-il comprendre ? Ça veut forcément dire monter une entreprise et acquérir la capacité agricole pour acheter du foncier hors de prix, puis racheter du capital en s'endettant ? Et qui seront ces 1 millions de paysan.nes ? 1 millions de néo-ruraux qui auront assez de capital socio-culturel et financier pour s'installer, passer tous les obstacles placés par les services de l'Etat sur leur route, et survivre à la concurrence déloyale imposée par l'agroindustrie et les importations ? Ce ne sera surement pas suffisant, ni même souhaitable. Pour envisager des réformes agraires et révolutionnaires, on n'a pas le choix que d'inventer de nouvelles manières d'accéder à la terre, plus faciles, plus souples, plus massives, et sans barrières socio-culturelles à l'entrée. Inventer aussi d'autres manières de cultiver et de distribuer les récoltes, en se reliant aux personnes qui habitent ces territoires et en rendant accessible une alimentation de qualité, non pas en passant par les outils du système actuel, mais de manière à mettre à mal l'agroindustrie qui nous empoisonne et nous emprisonne.

Les questions que leur expérience soulève sont majeures et les réponses qu'elle apporte sont lumineuses. Multiplions-les !

Merci à elles et eux.

Notes :
(1) SSA : Sécurité Sociale de l'alimentation
(2) https://reporterre.net/Une-affaire-d-argent-les-derives-de-l-aide-alimentaire
(3) R2R : réseau de ravitaillement des luttes en pays rennais
(4) greniers des Soulèvements de la Terre : groupes répartis à travers la France qui cultivent des terres pour ravitailler les mobilisations sociales
(5) Dingueries de la Terre : branche rennaise du Front de Mères, qui lutte contre les discriminations et les violences que subissent les enfants de quartiers populaires.
(6) A4 (Association d'accueil en agriculture et artisanat)

Pour aller plus loin :
Le contact du collectif : agriculteursmigrantsrennes@gmail.com

« UN DÉFERLEMENT DE VIOLENCE » CONTRE LA TERRE ET CEUX QUI LA TRAVAILLENT

La fascisation des campagnes italiennes depuis l'arrivée au pouvoir de Meloni

Entretien avec la militante et journaliste italienne Sara Manisera sur la situation des campagnes depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement néo-fasciste de Giorgia Meloni. Apparait en filigrane ce qui pourrait nous attendre en France en cas d'accession de Marine Le Pen à la présidence.

Correspondances Paysannes : Comment est-ce que la situation des agriculteurs a évolué depuis l'arrivé au pouvoir du gouvernement Meloni ? Comment est-ce que son action s'est portée dans les campagnes ?

Sara : Les premières victimes ont été les ouvriers agricoles étrangers. Ça fait longtemps qu'ils n'ont pas accès à des logements décents, qu'ils ont des difficultés à obtenir un titre de séjour, et qu'ils vivent dans un état de constante vulnérabilité, n'ayant pas de contrat et donc étant exposés au chantage. Mais l'arrivée de Meloni au gouvernement a entrainé un déferlement de violence d'une extrême brutalité contre eux. Par exemple, en 2024, Satnam Singh, qui travaillait dans les champs de Latina, a été abandonné par son employeur avec un bras sectionné. En 2026, cet été, à Mendolara, en Calabre, des journaliers[1] pakistanais ont été brûlés vifs. Toujours en 2026, à Foggia, il y a eu un autre cas d'un journalier pakistanais retrouvé mort dans un coffre de voiture. Nous ne parlons pas d'épisodes isolés, mais d'un phénomène de violence systémique.



Ensuite, l'autre processus de fascisation concerne la terre elle-même : ce qui se passe, c'est une concentration progressive de la production, de la propriété, du contrôle de la terre. Les petites exploitations qui ne tiennent plus disparaissent, et de plus en plus de capitaux financiers viennent accaparer la terre pour industrialiser l'agriculture, tout en prétextant oeuvrer à la transition énergétique. De grandes multinationales arrivent avec des holdings, achètent la terre à très bas prix pour faire d'immenses installations solaires, d'immenses centrales photovoltaïques, du biométhane. Finalement, il y a aussi beaucoup d'accaparement de terres pour créer des data centers. Pour te donner une idée, dans la campagne de la province de Milan, cette année, 26 demandes de data centers sont arrivées.
Cet accaparement est une conséquence directe de l'offensive fasciste contre l'État de droit. Le gouvernement Meloni a supprimé toute une série de règles environnementales liées aux installations d'intérêt public. Donc la ligne de train à grande vitesse Lyon-Turin, le pont sur le détroit de Messine, les grandes autoroutes, les ouvrages d'électrification peuvent avancer sans grand obstacle du côté de la réglementation environnementale.

Correspondances Paysannes : Quelle forme prend la résistance au gouvernement Meloni depuis les territoires ruraux italiens ?

Sara : les résistances sont aujourd'hui, pour moi, très fragmentées. Il y a énormément de luttes territoriales, énormément de comités qui se mobilisent contre les grandes infrastructures. Et puis il y a de très nombreux petits comités contre l'artificialisation des sols. Concernant le travail des migrants dans les champs, il y a de petites expériences, par exemple à Foggia, où l'USB[2] a mené avec succès une campagne de syndicalisation d'un groupe de journaliers. À Rosarno, en Calabre, il y a un autre très bel exemple de lutte pour le logement et d'autonomie syndicale, qui s'appelle SOS Rosarno. Donc ces réalités existent, mais selon moi, elles manquent de coordination. Elles ont tendance à rester locales. Par exemple, concernant le travail ouvrier immigré, les syndicats nationaux comme la CGIL[3] ne développent pas de vrais liens avec les journaliers.

Correspondances Paysannes : L'Italie a connu le fascisme il y a cent ans. Qu'est-ce qui est différent aujourd'hui ?

Sara : La principale différence est que le fascisme contemporain n'a pas besoin d'abolir formellement la démocratie. Il peut agir à l'intérieur des institutions démocratiques, tout en les restreignant progressivement. Dans les campagnes ou les zones marginalisées, il y a de moins en moins de gens qui s'exposent, qui manifestent, qui cherchent à remettre en cause le gouvernement. Mais pendant ce temps, le gouvernement reste tranquillement à l'intérieur des institutions libérales.

Correspondances Paysannes : Et sur les exemples d'antifascisme dans le pays, n'y a-t-il pas des choses à réinventer ou à reprendre du passé ?

Sara : Nous avons un énorme patrimoine historique italien dans lequel puiser. À la fin du XIXe et au début du XXe siècle, dans le Sud, il y a eu de grandes luttes des journaliers et des paysans. Ils se sont organisés en maisons du peuple sur les territoires, en montant des coopératives de travailleurs, des coopératives agricoles, pour prendre la terre et en créant des caisses de mutualisme pour financer tout ça. Nous devrions reprendre cette histoire pour remettre sur pied un système économique d'autoproduction, d'auto-organisation. Selon moi, tout passe aujourd'hui par la reprise en main de la terre, pour que la terre redevienne une base pour produire de la nourriture, construire des économies, des caisses d'entraide, entre campagne et ville.

Correspondances Paysannes : Face à un processus global de fascisation, tu proposes de répondre au niveau local, avec la reprise des terres. Mais comment concevoir, dans ce contexte, la solidarité internationale d'organisations qui luttent avant tout pour la reprise des terres localement?

Sara : Je vais te donner un exemple: la coopérative de Rosarno en Calabre donnent une partie de leur part sociale aux Kurdes du Rojava. Ce faisant, ils maintiennent l'internationalisme au cœur de leur action. Le sujet, c'est que nous devons reprendre l'économie en main. En Italie aujourd'hui, l'économie agricole est entièrement aux mains de quatre oligopoles qui contrôlent tout, de la nourriture à ce qu'on porte. Tu vas au supermarché, les marques sont toujours les mêmes, et c'est valable dans tous les secteurs : technologie, armes, vêtements. Donc, selon moi, il faut reprendre en main l'économie réelle. Et l'économie réelle, quand tu la structures de façon locale, elle dialogue aussi avec d'autres territoires.



Notes:
(1) Ouvrier agricole embauché à la journée.
(2) USB (Unione Sindacale di Base), est un nouveau syndicat Italien autogéré.
(3) CGIL : confédération Générale Italienne du Travail. équivalent de la CGT

PAYSANS CONTRE LE FASCISME

La bataille des campagnes

***Il y a quelques mois,* StreetPress *publiait une enquête d'Isma Le Dantec intitulée « Paysans contre le fascisme : la bataille des campagnes ». De la Confédération paysanne aux Soulèvements de la terre, en passant par l'Atelier paysan, elle donne la parole à celles et ceux qui s'organisent contre l'extrême droite dans les campagnes. Entre solidarités concrètes, luttes syndicales et mémoire révolutionnaire paysanne, cette enquête est ici republiée avec l'aimable autorisation de* StreetPress.**

« Tout ce qui permet de casser l'individualisme fait reculer le fascisme. » Nicolas Mirouze parle franc : ce qu'il dit, il le fait, ce qu'il pense, il le défend. Il est vigneron et éleveur dans les Corbières, où les villages se dépeuplent à mesure de l'effondrement de la viticulture industrielle[1], première ressource économique de la zone. « On ne peut pas dire qu'on ne comprend pas comment le RN s'implante chez nous : il prospère sur la misère et l'isolement social. » Les trois députés de l'Aude (11) sont membres du Rassemblement national. Alors, **pour endiguer cette montée de l'extrême droite et de la haine**, il « ne fait pas de plaidoyer », comme il dit. Avec sa femme Karine, le paysan met la main à la pâte : coup de pouce aux collègues d'exploitations voisines, travaux, soudure, mutualisation d'outils. La solidarité, il s'y emploie depuis fort longtemps, mais c'est à l'été 2025, lorsque les flammes ravagent sa région, qu'il s'engage plus intensément. « Beaucoup avaient perdu leurs bergeries, des cheptels entiers sont morts dans les incendies. » Le couple et quelques amis arpentent les Corbières pour recenser les besoins et porter secours.

TOUT SAUF LA CHAISE VIDE

Quelques mois après les incendies de l'Aude, une crise agricole embrase à son tour le pays, à la suite de la décision prise par l'État d'abattre tous les troupeaux atteints de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), une maladie virale touchant les vaches.

Partout où prend la révolte, les syndiqués coiffés de jaune côtoient les drapeaux de la Confédération paysanne, qui « porte un ADN antifasciste et internationaliste depuis sa création », retrace le porte-parole Thomas Gibert, pour une fois depuis les terres qu'il cultive dans le Limousin, les mobilisations occupant une grande partie de son temps. La « Conf' », créée en 1987, **a inscrit la résistance à l'extrême droite comme « sa priorité »** dans le rapport d'orientation de l'année à venir. Une stratégie qui implique d'occuper le terrain, quitte à paraître trop proche de ses opposants. « Ce serait suicidaire de ne pas être là », assure Thomas Gibert. Pour lui, il est crucial de distinguer la tête de la Coordination rurale, dont les accointances avec le RN sont documentées[2], de sa base militante, avec laquelle le dialogue est possible et nécessaire.



Sur les barrages comme dans les chambres d'agriculture, la Confédération paysanne marche sur une ligne de crête. Elle doit faire la jonction entre, d'un côté, le camp progressiste, « qui n'aborde l'agriculture que par l'angle environnemental », **sans réelle écoute des problématiques rurales.** De l'autre, les agriculteurs, confrontés à une précarité massive et croissante : 18 % des ménages agricoles[3] vivent sous le seuil de pauvreté. « L'approche de la gauche institutionnelle est cadrée sur la responsabilité individuelle de ceux qui utilisent des pesticides ou font de l'élevage industriel, comme si ça ne s'imbriquait pas dans un système économique qui les y contraint… », regrette le maraîcher syndicaliste, qui pointe cet abandon de la gauche comme une cause majeure de la montée de l'extrême droite en milieu rural[4].

REMPLACER LE CORPORATISME PAR LA LUTTE DES CLASSES

« Notre présence [sur les barrages, ndlr] a permis de **mettre le curseur sur la lutte des classes plutôt que sur l'immigration ou la sécurité** », résume Thomas Gibert, témoin d'une colère qu'il aimerait voir tournée vers le système économique libéral. Son principal obstacle : le corporatisme, qui entretient l'illusion d'un monde agricole unifié. Le « bloc rural »[5] transclasse serait une « grande famille » au sein de laquelle patrons et précaires, multi-propriétaires terriens et ouvriers saisonniers, seraient solidaires et logés à la même enseigne.

Rien de nouveau : c'était déjà le projet de la Corporation paysanne, créée par Pétain en 1940 pour rassembler les travailleurs de la terre dans un organisme unique, éteignant la pluralité syndicale et les acquis sociaux qui en découlent. « **Le corporatisme est, historiquement, un outil du fascisme**, de Mussolini au régime de Vichy », situe Sai, membre de la branche agricole des Soulèvements de la terre, depuis la ferme autogérée qu'iel habite dans le Luberon (84).

Dissoute à la Libération, **la Corporation paysanne laisse des traces dans l'organisation des syndicats agricoles jusqu'à nos jours**. La FNSEA, syndicat actuellement majoritaire et largement implanté dans le sérail, naît en 1946 et hérite de plusieurs de ses cadres, dont René Blondelle, responsable de la Corporation puis président de la FNSEA dès 1949. Elle porte aujourd'hui encore cette rhétorique corporatiste, au même titre que la Coordination rurale et le Rassemblement national.

« Il faut attaquer les fascistes sur leur propre terrain, celui de la défense de la terre. Ils romancent le monde paysan, dans un "c'était mieux avant" nationaliste. Mais derrière, ils votent toutes les pires lois de l'agro-industrie[6] qui détruisent l'agriculture française », déroule Sai.

MÉMOIRE RÉVOLUTIONNAIRE PAYSANNE

Raviver cette mémoire pour en faire un outil de lutte est aussi l'objectif que poursuivent François et Samuel Chabré, père et fils, paysans, militants, et désormais podcasteurs. « Je milite depuis mes 14 ans ! », se présente François, 62 ans.

Le père fredonne, comme une réponse aux discours médiatiques qui dépeignent les territoires ruraux comme ceux des vaincus[7]. « On a aussi nos révolutionnaires, et c'est pas des marxistes parisiens qui ont fait Bac +10 ! », soutient Samuel Chabré. Qui de mieux que son paternel pour en témoigner ? **Père et fils enregistrent ensemble** un podcast avec leur ami Tom Hébrard, aussi habitant de la Martinière, embarqué dans l'aventure. « Le monde paysan, mon père et moi [8]» part à la rencontre de « celles et ceux qui ne se résignent pas », et jette des ponts entre luttes paysannes et écolos d'hier et d'aujourd'hui.

2027, URNES ET ZBEULINETTE

François ne parle plus d'alternatives mais de révolution : « Faire du bio chacun dans son coin, c'est bien, mais face à la prolétarisation du monde agricole et à la montée du fascisme, maintenant, il faut faire alliance, il faut faire masse. »

Leur podcast s'est mué en un spectacle, narré et accompagné d'images d'archives. **Avec, ils sont partie en tournée à travers la France depuis le printemps.** « Les gens qu'on rencontre nous disent qu'on leur donne envie de s'organiser et de connaître l'histoire de leur territoire. Ce sont les plus beaux compliments qu'on puisse nous faire », témoignent-ils. Leur périple est finalement un prétexte à la mise en lien de militants, à l'échange de tactiques, à l'identification de bases arrière, à quelques mois d'un scrutin présidentiel crucial. « On a assez confié notre destin aux politiques », tranche François Chabré, plus proche d'un anarchisme libertaire que des partis traditionnels :« On ne tremblera pas devant les urnes. Mais si Mélenchon est élu, on lui mettra la même pression qu'aux autres : le fascisme ne va pas disparaître, il faut se préparer pour les trente prochaines années. »

Notes :
(1) https://www.lejdd.fr/Societe/arrachage-des-vignes-dans-laude-une-catastrophe-economique-sociale-et-ecologique-171912
(2) https://www.streetpress.com/1770024963-bertrand-venteau-patron-coordination-rurale-donne-gages-extreme-droite/
(3) https://www.insee.fr/fr/statistiques/8376591
(4) https://www.jean-jaures.org/publication/le-rassemblement-national-a-la-conquete-des-municipales-de-2026-entre-implantation-locale-et-strategie-nationale/
(5) https://www.contretemps.eu/briser-le-bloc-rural-neuf-theses-sur-la-lutte-contre-lextreme-droite-dans-les-ruralites-hexagonales/
(6) https://reporterre.net/L-extreme-droite-de-plus-en-plus-active-pour-defendre-l-agro-industrie
(7) https://www.monde-diplomatique.fr/2024/07/COQUARD/67146
(8) https://shows.acast.com/ballast/episodes/le-monde-paysan-mon-pere-et-moi-episode-1

Pour aller plus loin :
Lien vers la publication originale dans Streetpress :
https://www.streetpress.com/1785421055-paysans-contre-fascisme-bataille-campagnes-environnement-extreme-droite/

RÉSISTANCES AGRICOLES FACE À L'EXTRÊME DROITE

Dans le Royans, construire un front antifasciste

Le 11 octobre 2026, une journée de « Résistances agricoles » se tenait à Saint-Laurent-en-Royans, dans la Drôme, pour « comprendre et agir face à la montée du fascisme ». Alors que l'extrême droite instrumentalise la figure du paysan, cette rencontre interrogeait la place du monde agricole, entre résistance et réaction, hier comme aujourd'hui. Nous avons échangé avec deux des organisateur·ices, Philou, paysan-boulanger dans une ferme collective du Royans, et Hélène, apicultrice en Isère, sur les enjeux de l'antifascisme dans les campagnes.

Correspondances Paysannes : Pourquoi avoir voulu organiser un événement autour des questions agricoles et antifascistes ?

Philou : C'est issu de réunions sur le territoire. Elles étaient composées de deux groupes : l'un assez informel de gens qui se retrouvaient autour d'actions antifascistes, et l'autre plutôt issu des législatives de 2024, qui avait envie de s'organiser pour faire en sorte que nos voisins ne votent pas Rassemblement National. Ces deux groupes s'étaient un peu essoufflés. De là est née l'envie d'organiser un événement croisant les questions agricoles et antifascistes.

Hélène : Une partie des gens s'étaient retrouvés au moment des événements de Crépol, avec le projet de vendetta organisé par l'extrême droite contre le quartier de la Monnaie, à Romans-sur-Isère.

Plus récemment, le groupe s'est relancé à la suite de la mort de Quentin Deranque, militant néo nazi tué à Lyon en février 2026. Ce sont des événements qui nous amènent à nous rassembler parce qu'ils incarnent très fortement ces questions du retour du fascisme. En général, ces groupes se retrouvent confrontés à la même chose : comment on fait vivre activement l'antifascisme sans être uniquement dans des temps de réaction ?

Correspondances Paysannes : Pourquoi avoir choisi de nommer explicitement le fascisme ?

Philou : On s'est posé la question. Je me souviens des premières réunions : est-ce qu'on avait envie de mettre ce gros mot de « fascisme » ? Est-ce que ça n'allait pas faire un truc repoussoir pour des gens qui ne seraient pas militants ?

Ce qui est ressorti, c'était plutôt que, dans le contexte dans lequel on est, il y a toute cette stratégie de l'extrême droite de ne plus apparaître comme extrême droite. Même au niveau médiatique, avec plein de journaux qui disent : « Non, mais en fait, ce n'est plus vraiment de l'extrême droite, c'est de la droite radicale. »

Hélène : Moi, j'ai l'impression que si aujourd'hui on se dit que c'est important de remettre « antifascisme » ou « fascisme » dans les titres de nos événements, c'est aussi parce qu'on constate cette banalisation. Ça ne date pas d'hier, ça fait dix ou quinze ans qu'on assiste au recul sur les droits des femmes, au retour d'une vision conservatrice de la famille, de rôles hyper genrés… Mais cette hypothèse devient tangible, elle devient matérielle, et l'échéance présidentielle la rend saisissable.



Correspondances Paysannes : Est-ce qu'être antifasciste à la campagne, c'est la même chose que dans les rues de Lyon ou de Paris ?

Philou : Dans nos réunions, on avait un peu acté que dans le Royans, on n'était pas face à des groupuscules néonazis ou d'extrême droite organisés. Il n'y a pas de local ou de choses comme ça. Par contre, là où c'est similaire à la ville, c'est qu'il y a un désir de faire exister la pensée et la pratique antifascistes. De penser aussi l'antifascisme comme un truc de contre-hégémonie.

On entend de plus en plus que « dans l'électorat du Rassemblement National, les gens ne sont pas racistes, juste en colère. » On ne veut rien enlever à la colère, à la crise ou à la souffrance que vivent certaines personnes. Mais il y a d'autres manières d'y répondre. On peut être en colère sans être raciste. On ne peut pas légitimer des paroles racistes au nom de la colère.

Hélène : Moi, ce qui m'inquiète, c'est comment on arrive à se confronter à cette abstraction qu'est le fascisme, et non pas seulement à son incarnation par des bolos virilos qui ont un local, qui sont de sombres crevards, dangereux bien évidemment, mais qui n'en sont qu'une partie très incarnée et visible.

Dans le monde agricole, quand j'en discute avec mes potes, je renvoie beaucoup à cette idée que, quand tu es éleveur, se confronter au loup, c'est beaucoup plus évident que de se confronter à l'hydre agroalimentaire, au complexe industriel qui vient te saisir avec des normes, etc. C'est beaucoup plus évident d'avoir envie de canaliser ta colère sur l'incarnation, mais ce n'est pas là que les choses vont se jouer.

Il y a eu des moments où des amis disaient : « Mais est-ce qu'il faut qu'on retourne en ville pour avoir des possibilités de lutter ? » Alors qu'en fait, l'histoire de Romans l'a montré, l'exploitation agricole des travailleurs saisonniers migrants le montre, le retrait des plannings familiaux le montre ici aussi : on a plein de choses à inventer dans les campagnes.

Correspondances Paysannes : Pourquoi mettre spécifiquement la focale sur le monde agricole ?

Hélène : Moi, je n'aurais pas forcément fait un événement qui lie antifascisme et milieu agricole. J'aurais parlé plus largement de milieu rural. Parce que, de la même manière qu'on ne veut pas se cristalliser sur le loup ou sur le néonazi, j'aimerais bien qu'on ne voie pas l'agriculteur comme le droitard beauf absolu, embourbé dans ses complexes de classe et son racisme latent. Il y a aussi quelque chose autour de l'opposition entre le bon paysan de gauche, héritier des cultures résistantes du Vercors, des réseaux d'approvisionnement, du maquis, et l'agriculteur qui serait l'arme de poing des territoires ruraux de l'extrême droite. Quand tu prends cette grille-là, tu passes à côté de beaucoup de choses.

Philou : Un des enjeux de cet événement, c'est justement de questionner la composition du monde agricole. Il n'y a pas que la figure dominante que tout le monde a en tête ou qui passe à la télé, qui devrait représenter l'agriculture française aujourd'hui. Elle est aussi composée de plein de gens qui ne sont jamais reconnus, notamment les travailleurs salariés.

Correspondances Paysannes : L'extrême droite se nourrit aussi de la crise que traverse le monde agricole ?

Philou : L'ultralibéralisme et la mondialisation ont fragilisé à fond plein d'endroits de l'agriculture française. Et force est de constater que le fascisme agricole se nourrit aussi de ça : de situations de crises individuelles et collectives, d'exaspérations face à l'État, face aux normes. On le retrouve dans le monde agricole : « On n'est pas représentés par le syndicat majoritaire », « il y en a marre des normes », « on ne peut plus bosser »... Et au milieu de ça peuvent arriver très vite des discours racistes. Ça ne veut pas dire que tu ne vas pas parler à ton voisin parce qu'il dit des trucs racistes. Mais quand on s'organise, on le fait dans un cadre, et reposer ce cadre me paraît très important dans notre contexte.

Correspondances Paysannes : Et qu'est-ce que vous espérez construire à partir de là ?

Philou : Déjà, on voudrait que plein de personnes qui travaillent, qu'elles soient indépendantes ou salariées en agriculture, et qui ont des convictions de gauche, arrivent de plus en plus à se considérer comme faisant partie d'un front antifasciste. J'ai l'impression que ce serait déjà une petite victoire. Dans nos territoires ruraux, il existe énormément d'alternatives, mais elles sont souvent dépolitisées. L'enjeu, c'est aussi de considérer qu'un engagement autour de la Sécurité sociale de l'alimentation, par exemple, participe d'une lutte antifasciste. Ce n'est pas seulement une question de mots, c'est une manière de se reconnaître comme faisant partie d'un même front.

Hélène : Ça fait écho à un axe important de la lutte contre le fascisme : remettre en cause les essentialisations. J'ai l'impression que c'est hyper important de s'attaquer à toute notion d'un ordre supérieur et d'assignation des populations. Et notamment, de casser cette figure de l'agriculteur qui serait un mec blanc, travailleur, miséreux et droitard de base. Cet événement montre aussi la diversité du monde agricole : c'est un paysan qui n'a pas pu s'installer en Martinique à cause de la pollution au chlordécone, mais aussi des travailleurs marocains qui se sont battus pour pouvoir rester ici. Si on peut contribuer à défaire ces images d'Épinal, c'est déjà enthousiasmant. Car c'est aussi à cette idée d'un ordre naturel, auquel il faudrait revenir pour résoudre les crises actuelles, qu'il faut s'attaquer.

2000 PERSONNES, DE LA COLÈRE ET DES SEMIS RÉSISTANTS

contre le CRA entre Nantes et la zad - Récit du 10 octobre

La lutte contre le projet de Centre de rétention administrative (CRA) a pris de l'ampleur ce samedi 10 octobre à Nantes et sur la zad de Notre-Dame-des-Landes. A l'appel de la coalition Colère, des Soulèvements de la terre, des habitant-es et paysannes de la Zad et d'organisations agricoles, 2000 personnes, tracteurs en tête, ont marché sur la Zad, dans une manifestation qui s'est heurtée à des barrages des forces de l'ordre à l'approche du site. C'était la seconde manifestation organisée en direction du chantier de construction du CRA, après son démarrage brutal et la coupe de centaines d'arbres du Bois dormant sur plusieurs hectares à la mi-septembre. Le cortège s'est ensuite tourné vers les terres promises à la « compensation écologique » du CRA, des terres agricoles sacrifiées sur l'autel d'un greenwashing honteux.

Le matin au point de rassemblement près du bois dormant, la présence d'une dizaine de tracteurs, arrivés tôt dans la matinée, marque l'appui du monde paysan à la lutte anti-CRA. Les banderoles sur les godets annonçant « paysan-nes antifascistes contre le CRA» font la jonction entre la manifestation de ce début de journée à Nantes autour du chantier et les actions de semis prévues l'après-midi sur la zad de Notre-Dame-des-Landes. Elles sont destinées à maintenir en culture des parcelles de terres autrement destinées par l'Etat à « compenser écologiquement » les destructions causées par l'implantation du CRA et à en autoriser la construction.

Avant le départ en manif, la coalition Colère Nantes prend la parole. Elle regroupe plus de trente associations, syndicats, collectifs et partis politiques et dénonce depuis 3 ans « les familles et les vies brisées » par l'enfermement, rappelant que «les situations irrégulières sont uniquement produites par les politiques racistes, qui fabriquent des « sans-papiers » qui n'ont d'autre tort que « d'être étrangers ». Une habitante de la zad de Notre-Dame-des-Landes renchérit : « Alors que le gouvernement refuse de rehausser le budget de l'éducation nationale et de répondre aux revendications du mouvement lycéen, il dépense sans compter pour construire 9 nouveaux Centres de rétention administrative. L'urgence pour Macron, à l'automne 2026, est de devancer les vœux du Rassemblement national avant les élections et d'enfermer dans des conditions ignobles toujours plus de personnes exilées afin de préparer leur expulsion. C'est dans ce contexte que nous manifestons et agissons ensemble aujourd'hui, entre Nantes et la zad, pour faire obstacle à la construction du CRA et refuser le greenwashing cynique de la compensation écologique. »

Peu après, le cortège, avec en tête une banderole où on peut lire « le racisme d'État ne se compense pas - STOP CRA », s'élance en direction de la maison d'arrêt, au dos de laquelle est venu se coller le projet de CRA. Mais des rangées de gendarmes mobiles déployés devant leurs camions garés en travers de la route et des groupes de la bac vont rapidement bloquer le cortège sur plusieurs axes. Celui-ci essuie des tirs de grenades, tente de se diviser pour des échappées belles à travers les chemins du lotissement voisin, revient faire front en fanfare, mais ne parvient pas à briser le cadenas.



A 12h après cet éclat collectif de colère autour du chantier qui en appelle d'autres afin de le bloquer dans les semaines et mois à venir, la manifestation s'arrête et se mue en convoi de tracteurs et de plus de 300 vélos. Celui-ci part en musique en direction de la zad, à 25km de là, pour la seconde partie des actions de la journée.

« Cultiver plus encore ces réseaux dans nos villes et campagnes et soutenir les collectifs autonomes d'exilé-es est un enjeu majeur des mois à venir et de la séquence électorale. »

Depuis le mouvement anti-aéroport, ces tracto-vélo sont devenus quasiment une tradition des formes mobiles de luttes du grand ouest. Et ce cortège vers la zad en rappelle d'autres qui en sont partis, à l'instar du convoi vers Paris et la COP 21, à l'hiver 2015, en plein état d'urgence, ou vers le village de l'eau, à l'été 2024.

A 14h, à la Paquelais, sur la commune de Vigneux-de-Bretagne, le second rassemblement de la journée s'étoffe. De vieux camarades ayant traversé le mouvement anti-aéroport ou les luttes de solidarités avec les exilés dans les dernières décennies et de nombreux jeunes militants venus de toute la région sont présents.

C'est désormais plus de 2000 personnes qui sont réunies et bientôt rejointes, sous les hourras, par la tracto vélo. C'est la première fois depuis l'abandon de l'aéroport en 2018 qu'une grande manifestation parte de nouveau des bourgs avoisinants en direction de la zad, de son ensemble de champs, de forêts et d'un maillage de lieux collectifs. Pour beaucoup d'entre nous, qui habitons la zad ou avons contribué à la sauver du béton et de la police, il y a une grande émotion à ressusciter les gestes de défense de ce territoire et à se promettre de revenir chaque fois que cela sera de nouveau nécessaire.

Après 3km à travers les routes et chemins du bocage, la manifestation arrive sur les terres que l'État prétend renaturer pour obtenir ses points de compensation et valider la construction du CRA.

Des chantiers dédiés à ces compensations ont commencé sur une parcelle voisine il y a 10 jours, avec force tractopelles et fourgons de police venus les protéger, rappelant ainsi d'autres moments d'attaque du bocage. Une première action de blocage, menée par les habitant.es de la zad et des voisins des bourgs alentours, avait alors interrompu les travaux.

Ce samedi, la foule s'amasse dans le fond d'un champ de 2ha, appelé la parcelle des escargots. L'État doit prouver qu'il la « renature » dans les prochaines semaines dans une arithmétique écologique absurde où des arbres deviennent des chiffres interchangeables que l'on peut passer d'une colonne puis d'un territoire à un autre. Nous voulons, pour notre part, empêcher les travaux projetés et maintenir par un semis la vocation agricole et d'ores et déjà protectrice de la parcelle.

Juchés sur le toit d'un camion, Jasmin, naturaliste en lutte et habitant de la zad, évoque la honte qu'il ressent à l'idée que des collègues puissent imaginer collaborer, via des entreprises privées ou des institutions publiques, pour légitimer avec leurs savoir-faire des projets abjects. De l'avis même du conseil régional scientifique du patrimoine naturel, les compensations proposées pour le CRA sont une arnaque. Jasmin appelle tous les naturalistes ayant un minimum de dignité à refuser d'y participer. Pour l'heure, beaucoup ont refusé, et ceux qui auraient accepté de travailler à ce titre avec la préfecture se cachent !

Des paysan-nes installées sur la zad grâce au mouvement anti-aéroport expliquent ensuite la manière dont vont se dérouler les opérations. Illes montrent le geste ancestral, mais loin d'être évident pour autant, du semis à la main en arrosant la foule de grains de seigle et de blé. 150 seaux sont ensuite distribués. Les personnes qui le souhaitent sont invitées à se mettre en ligne d'un côté et de l'autre du champ, devant des piquets plantés mètre après mètre sur ses bords afin de marquer des lignes à suivre. Elles le traversent ensuite de part en part en se croisant dans un grand ballet paysan. Des tracteurs présents sur place finissent le travail. Cette action de semis est soutenue par des collectifs de paysans autonomes, mais aussi par le GAB et la Confédération Paysanne du 44. A son issue, nous jurons



ensemble de veiller sur ce champs et de revenir collectivement bloquer toute tentative de l'Etat pour en détruire les cultures.

Dans la foulée, des tables rondes s'amorcent sur un plateau agricole. Un marin engagé sur différents navires de sauvetage en Méditerrannée et une habitante de la zad impliquée dans Help



For Dunkerque, asso de soutien aux exilé-e-s de la jungle de Grande-Synthe, témoignent des infrastructures mises en place face aux frontières meurtrières. Des militant-es du collectif de sans-papiers nantais parlent de leurs formes d'auto-organisation, des occupations de lieux vides pour trouver des logements durant les temps d'examens de leurs demandes de titre de séjour, et du lien avec les structures d'appui à Nantes, du DAL à RESF. Cultiver plus encore ces réseaux dans nos villes et campagnes et soutenir les collectifs autonomes d'exilé-es est un enjeu majeur des mois à venir et de la séquence électorale.

Des camarades de Colère et du SAF finissent par un point sur la suite de la lutte contre le CRA : Le 19 octobre, les 3 recours juridique contre le projet de CRA seront audiencés au tribunal de Nantes. Un rassemblement sera appelé pour l'occasion. Les 20 et 21 octobre, Extinction Rebellion et le comité nantais des Soulèvements de la terre Nantes appellent à des actions contre les entreprises qui collaborent au projet de CRA. Une prochaine grande manifestation aura probablement lieu dans les semaines à venir. Des actions s'organisent contre les 9 autres nouveaux CRA en projet ou en chantier dans le pays. A l'heure du goûter et à l'occasion d'une distribution de gâteaux préparés par le comité nantais des soulèvements, des syndicalistes et des paysans, des lycéen-es et des étudiant-es de la fac nantaise occupée profitent de la convergence de l'après midi pour discuter dans un coin de champ de l'organisation des ravitaillements en nourriture des blocus de lycée ou de la journée de mobilisation du 17 octobre. A deux champs de là, des équipes en maillots colorés se sont regroupées sur la parcelle sur laquelle se sont concentrés les bulldozers de la compensation écologique 10 jours auparavant, et sur laquelle l'Etat a annoncé enlever les résidus d'une ferme et d'un lieu de vie qu'il a lui même détruit. Sur ce terrain bien aplani, de petits matchs de foot se sont organisés, avec des buts construits, pour l'occasion, en bois du bocage, en filet de roundballer, en délimitations de son de seigle. Aux compensations cyniques, nous répondons par une occupation ludique.

Alors que le soleil se couche, la foule remonte à travers la zad jusqu'au champ des évènements, où des camarades de la Pat'mobile de Rennes ont préparé, avec leur four, de quoi faire des pizzas en soutien à la Boulange Aux Frontières de Calais et de Dunkerque. Le temps de danser, entre plateau hiphop, mix trap'trad' et électro, est arrivé !

Pas de CRA en Loire-Atlantique, ni ailleurs !

CORRESPONDANCES PAYSANNES A BESOIN DE VOUS !

Constituer des points relais

C'est déjà le 5e numéro de notre revue et des milliers d'exemplaires ont circulé dans des fermes, sur les blocages et durant les manifs. Tout cela a été possible grâce à une formidable autogestion de la diffusion que nous souhaitons développer et pérenniser. Pour permettre au discours paysan et résistant de toucher toujours plus de personnes, et en particulier davantage d'agriculteurices, nous avons besoin de nouveaux points relais : des personnes ou des lieux prêts à recevoir quelques dizaines d'exemplaires afin que les futur·es lecteurices puissent y trouver nos prochains numéros. Alors si vous souhaitez participer à faire vivre la revue Correspondances paysannes, écrivez-nous : **correspondances-paysannes@systemli.org**

Organiser des soirées Correspondances paysannes

Notre ambition avec cette revue, c'est de toucher un maximum de paysan·nes, bien au-delà de nos cercles habituels. Et pour ça, rien ne vaut encore le bouche-à-oreille et les liens de confiance. Alors retrouvons-nous dans des fermes, écoles d'agriculture ou AMAP autour d'une soupe et d'un verre pour présenter et diffuser les prochains numéros de Correspondances paysannes. Ces soirées peuvent être un vrai moyen de tisser des réseaux locaux. Éventuellement, nous pourrons peut-être donner des coups de pouce logistiques ou de com pour ces petits événements.

Soutenir financièrement la revue

Si vous souhaitez, vous aussi, faire un don à la revue, vous pouvez l'envoyer directement en ligne : **https://www.helloasso.com/associations/association-pour-la-defense-des-terres/formulaires/5**

Trois fois rien,
c'est déjà quelque chose,
merci de votre soutien !



La revue en ligne

Retrouvez tous nos articles et tous les numéros des Correspondances Paysannes
en PDF sur notre site : **https://correspondancespaysannes.org/**
Et ce n'est pas tout : une carte est en préparation sur le site afin de trouver facilement
tous nos points de relais publics, avec leurs adresses et horaires d'ouverture.

CORRESPONDANCES PAYSANNES

—

BULLETIN N°5
AUTOMNE 2026